

(5) Si la requête est admise, les frais sont supportés par le Trésor Public.

(6) Mention de la décision ordonnant la rectification est portée sur la fiche du casier judiciaire.

ARTICLE 583 Les dispositions de l'article 582 sont applicables en cas de contestation sur la réhabilitation de droit ou l'application d'une loi d'amnistie.

LIVRE VI DES PROCEDURES PARTICULIERES

TITRE I DE L'HABEAS CORPUS

ARTICLE 584 (1) Le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu d'arrestation ou de détention d'une personne, ou tout autre magistrat du siège dudit tribunal désigné par lui, est compétent pour connaître des requêtes en libération immédiate, fondées sur l'illégalité d'une arrestation ou d'une détention ou sur l'inobservation des formalités prescrites par la loi.

(2) Il est également compétent pour connaître des recours intentés contre les mesures de garde à vue administrative.

(3) La requête est formée, soit par la personne arrêtée ou détenue, soit au nom de celle-ci par toute autre personne. Elle n'est pas timbrée.

(5) If the application is granted, the Public Treasury shall bear the costs.

(6) The decision ordering the rectification shall be mentioned on the criminal record.

SECTION 583 The provisions of section 582 shall apply in the event of any litigation in respect of rehabilitation as of right or by application of the law on amnesty.

BOOK VI SPECIAL PROCEDURE

PART I HABEAS CORPUS

SECTION 584 (1) The President of the High Court of the place of arrest or detention of a person or any other judge of the said court shall have jurisdiction to hear applications for immediate release based on grounds of illegality of arrest or detention or failure to observe the formalities as provided by law.

(2) He shall also have jurisdiction to deal with applications filed against administrative remand measures.

(3) The application shall be filed either by the person arrested or detained or on his behalf by anyone else. Such application shall be unstamped.

ARTICLE 585 (1) La requête en habeas corpus est accompagnée d'une déclaration sous serment qui énonce :

- a) l'identité du requérant et, le cas échéant, celle de la personne arrêtée ou détenue ;
- b) l'indication du lieu de l'arrestation ou de la détention;
- c) l'exposé concis des faits constitutifs de l'illégalité prétendue.

(2) La requête est déposée en quatre (4) exemplaires au greffe du Tribunal de Grande Instance.

(3) Le Président saisi conjoint, par lettre-convocation, à l'autorité qui détient cette personne, de la conduire devant lui aux jour et heure fixés, munie du titre d'arrestation ou de détention.

Il communique un exemplaire de la requête et une copie de cette lettre-convocation au Ministère Public pour ses réquisitions.

(4) Si l'arrestation ou la détention apparaît illégale, le Président statue et ordonne la libération immédiate de la personne détenue.

(5) En cas de non-comparution de la personne détenue, le Président en apprécie les raisons et statue comme il est dit à l'alinéa (4), sur la base des documents produits.

SECTION 585 (1) An application for habeas corpus shall be supported by an affidavit and shall state:

- (a) the identity of the applicant and where necessary, that of the person arrested or detained;
- (b) the place of arrest or detention;
- (c) a precise summary of the facts constituting the alleged illegality.

(2) The application shall be addressed in four (4) copies to the President of the High Court and filed in the registry of the said court.

(3) The President seized of the application shall order the custodian of the person detained to produce him on the day and hour mentioned in the order with the documents authorizing the arrest or detention.

He shall forward a copy of the application and the order to the Legal Department for its submissions.

(4) Where the arrest or detention appears to be illegal, the President shall order the immediate release of the person detained.

(5) In case of non appearance of the detainee, the President or such other judge appointed shall consider the reasons for his non-appearance and decide on the basis of the documents produced before him in compliance with the foregoing sub-section.

ARTICLE 586 (1) Le Président peut rendre des décisions avant-dire-droit. Elles ne sont susceptibles d'aucun recours.

(2) La décision intervenue au fond sur la requête en habeas corpus est susceptible d'appel. Toutefois, cette décision est exécutoire immédiatement dès son prononcé, nonobstant appel.

(3) a) Le délai d'appel est de cinq (5) jours à compter du lendemain de la date de l'ordonnance.

b) L'appel est interjeté dans les formes prescrites à l'article 274.

ARTICLE 587 (1) En cas d'appel, le dossier est transmis au Président de la Cour d'Appel dans les cinq (5) jours qui suivent la déclaration d'appel.

(2) Le Président de la Cour d'Appel ou tout autre magistrat de siège désigné par lui, statue dans le délai de dix (10) jours prévu à l'article 275 (2) ci-dessus.

ARTICLE 588 La procédure d'habeas corpus est également applicable aux mesures de privation de liberté prises à l'encontre de toute personne ayant bénéficié d'une décision de relâche ou d'acquiescement prononcée par une juridiction répressive de droit commun ou d'exception.

SECTION 586 (1) When the President gives an interlocutory ruling on a preliminary issue, such ruling shall not be subject to appeal.

(2) When he gives a judgment on the merits on the application for habeas corpus, that judgment shall be subject to appeal. However, that decision shall be enforced immediately notwithstanding an appeal.

(3) (a) The time-limit within which to appeal shall be five (5) days with effect from the date following the day on which the decision was given.

(b) The appeal shall be lodged in accordance with the provisions of section 274.

SECTION 587 (1) Where an appeal is lodged, the case file shall be forwarded to the President of the Court of Appeal within five (5) days following the notice of appeal.

(2) The President of the Court of Appeal or any other judge of that court appointed by him shall hear and determine the appeal within the time-limit of ten (10) days provided for under section 275 (2) above.

SECTION 588 The procedure of habeas corpus shall also be applicable to measures of deprivation of liberty taken against any person who has been acquitted, discharged or released by an ordinary court of law or by a special tribunal.

TITRE II

DE L'AUDITION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT ET DES REPRESENTANTS DES MISSIONS DIPLOMATIQUES

ARTICLE 589 Les membres du Gouvernement et les membres des missions diplomatiques peuvent être appelés en témoignage en justice. Ils peuvent être entendus à huis clos, sur leur demande ou sur réquisitions du Ministère Public. Leur déposition est, sauf dispositions légales contraires, requies dans les formes prescrites par le présent Code.

ARTICLE 590 (1) La déposition d'un agent diplomatique obéit aux principes posés dans les conventions internationales ratifiées par la République du Cameroun.

(2) La lettre invitant l'agent diplomatique à témoigner lui est adressée sous le couvert du Ministre chargé des Relations Extérieures.

(3) Lorsque l'agent diplomatique accepte de témoigner, mais ne peut comparaître devant le magistrat, un questionnaire lui est adressé par ce magistrat sous le couvert du Ministre chargé des Relations Extérieures.

(4) La réponse de l'agent diplomatique qui prête serment par écrit, est retourné sous pli fermé au magistrat sous le couvert du Ministre chargé des Relations Extérieures. Celui-ci la transmet sans en prendre connaissance.

PART II

EVIDENCE BY MEMBERS OF GOVERNMENT AND REPRESENTATIVES OF DIPLOMATIC MISSIONS

SECTION 589 Members of Government and representatives of diplomatic missions may be summoned to give evidence in court. They may, at their request or at the request of the Legal Department be heard in camera. Except as otherwise provided by law, their evidence shall be received in the manner prescribed in this Code.

ARTICLE 590 (1) Evidence given by a representative of a diplomatic mission shall be in conformity with the principles of international conventions ratified by the Republic of Cameroon.

(2) The letter inviting a representative of a diplomatic mission to testify shall be addressed to him through the Minister in charge of External Relations.

(3) Where the representative of a diplomatic mission accepts to give evidence but is unable to appear due to unavoidable circumstances, a questionnaire shall be addressed to him by the magistrate through the Minister in charge of External Relations.

(4) The reply of the representative of a diplomatic mission who takes oath in writing shall be returned in a sealed envelope to the magistrate through the Minister in charge of External Relations who shall forward same without taking cognisance of its contents.

TITRE III **DE LA RECUSATION**

ARTICLE 591 Tout magistrat du siège peut être récusé pour l'une des causes ci-après :

- a) si lui-même ou son conjoint est parent, tuteur ou allié de l'une des parties jusqu'au degré d'oncle, neveu, cousin germain et cousin issu du cousin germain inclusivement ;
- b) si lui-même ou son conjoint est employeur, employé de l'une des parties, héritier présomptif, donataire, créancier, débiteur ou une personne qui mange habituellement à la même table que l'une des parties, administrateur de quelque établissement ou société partie dans la cause ;
- c) s'il a déjà connu de la procédure ou s'il a été arbitre, conseil ou témoin ;
- d) si lui-même ou son conjoint a un procès devant être jugé par l'une des parties ;
- e) s'il y a eu entre lui-même ou son conjoint et l'une des parties, toute manifestation d'amitié ou d'hostilité pouvant faire douter de son impartialité.

PART III **CHALLENGE AGAINST A MAGISTRATE OF THE BENCH OR A JUDGE**

SECTION 591 Any magistrate of the bench or a judge may be challenged for any of the following reasons:

- (a) where he or his spouse is a relative, guardian or relative by marriage up to the degree of uncle, nephew, first cousin or the child of the first cousin of one of the parties ;
- (b) where he or his spouse is employer, employee, next of kin, donee, creditor, debtor, companion of one of the parties, or director of an enterprise or company involved in the case;
- (c) where he has previously taken part in the proceedings or if he has been an arbitrator or counsel or witness ;
- (d) where he or his spouse is a party in a case which shall be tried by one of the parties ;
- (e) where he or his spouse is involved in any incident tending to show friendship or hatred towards any of the parties and likely to cast a doubt on his impartiality.

ARTICLE 592 Tout magistrat du siège qui sait qu'il existe en sa personne une cause de récusation comme prévu à l'article 591 ci-dessus ou qui estime qu'il a de bonnes raisons de s'abstenir de connaître d'une affaire, doit en informer son supérieur hiérarchique.

Dans ce cas, il est procédé comme prévu aux articles 593 à 598 ci-dessous.

ARTICLE 593 Un magistrat du Ministère Public ne peut être récusé.

ARTICLE 594 (1) La demande en récusation est écrite et adressée en deux (2) exemplaires :

- a) au Président de la Cour d'Appel lorsqu'elle vise un magistrat de la Cour d'Appel autre que le Président ou un magistrat d'un Tribunal du ressort ;
- b) au Président de la Cour Suprême lorsqu'elle vise le Président d'une Cour d'Appel ou un membre de la Cour Suprême autre que le Président.

(2) Une copie de la demande est également adressée, par le requérant, au magistrat concerné.

(3) La demande doit, à peine d'irrecevabilité, désigner nommément le ou les magistrats visés et contenir l'exposé des moyens invoqués ainsi que toutes justifications utiles.

SECTION 592 Any magistrate of the bench who thinks that he could be challenged for any of the reasons provided for under section 591 above, or who has good reasons to abstain from hearing and determining a case shall inform his superior.

In such a case the provisions of sections 593 to 598 hereinafter shall apply.

SECTION 593 A magistrate of the Legal Department may not be challenged.

SECTION 594 (1) The application stating the challenge shall be in writing and shall be forwarded in two (2) copies :

- (a) to the President of the Court of Appeal if it is directed at a judge of the Court of Appeal other than the president, or a magistrate of a lower court ;
- (b) to the President of the Supreme Court if it is directed at the President of a Court of Appeal or a member of the Supreme Court other than its president.

(2) A copy of the application shall also be forwarded by the applicant to the magistrate concerned.

(3) The application shall, under pain of being inadmissible, state the names of the magistrate or magistrates concerned and the grounds thereof, together with supporting evidence.

ARTICLE 595 (1) Le Président de la Cour Suprême ou le Président de la Cour d'Appel, selon le cas, statue par ordonnance sans frais après explications du magistrat concerné et réquisitions du Ministère Public.

(2) L'ordonnance du Président de la Cour d'Appel statuant sur une demande de récusation n'est susceptible d'aucun recours.

ARTICLE 596 (1) Lorsque la demande en récusation vise le Président de la Cour Suprême, elle est déposée au greffe de ladite Cour.

(2) Il y est statué par les chambres réunies de la Cour Suprême siégeant en Chambre du Conseil, sans la participation du Président, par arrêt motivé qui est notifié aux parties et au Ministère Public.

ARTICLE 597 Nul ne peut récuser plus du tiers des membres de la Cour Suprême.

ARTICLE 598 Dès que le magistrat a reçu copie de la demande de récusation conformément aux dispositions de l'article 594 alinéa (2), il est tenu de suspendre la procédure jusqu'au prononcé de la décision.

ARTICLE 599 (1) Lorsque la récusation est admise, le magistrat récusé ne peut plus connaître de l'affaire.

SECTION 595 (1) The President of the Supreme Court or the President of the Court of Appeal, as the case may be, shall after receiving the explanation of the magistrate concerned and the submissions of the Legal Department, give a ruling without costs.

(2) The ruling of the President of the Court of Appeal on an application challenging a magistrate or a judge shall not be subject to appeal.

SECTION 596 (1) If the application is directed at the President of the Supreme Court, it shall be filed at the registry of the said court.

(2) A reasoned ruling on the application shall be made in chambers by a joint session of the Benches of the Supreme Court without the participation of the President, and it shall be notified to the parties and the Legal Department.

SECTION 597 No person may challenge more than a third of the members of the Supreme Court.

SECTION 598 As soon as the magistrate receives a copy of the application in conformity with section 594 (2) the proceedings shall be stayed until a ruling is given on the application.

SECTION 599 (1) Where the application is granted, the magistrate shall no longer hear the case.

(2) En cas de rejet de la demande en récusation, le demandeur peut, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu, être condamné à une amende civile de 100.000 à 500.000 francs.

(3) Dans tous les cas, la décision est notifiée au demandeur et au magistrat concerné.

TITRE IV

DU REGLEMENT DE JUGES

ARTICLE 600 (1) Lorsque deux Juges d'Instruction du ressort d'une même Cour d'Appel, saisis de la même infraction, se déclarent compétents ou incompétents, le conflit ainsi créé est tranché par la Cour d'Appel.

(2) Lorsque deux Tribunaux de Première ou de Grande Instance du ressort d'une même Cour d'Appel, saisis d'une même infraction, se déclarent compétents ou incompétents, le conflit ainsi créé est tranché par la Cour d'Appel.

ARTICLE 601 Lorsque deux Juges d'Instruction ou deux Tribunaux de Première ou de Grande Instance appartenant à deux ressorts de Cour d'Appel différents, saisis d'une même infraction, se déclarent compétents ou incompétents, le conflit ainsi créé est tranché par la Cour Suprême.

(2) Where the application is dismissed, the applicant may, without prejudice to the award of damages, where necessary, be ordered to pay a civil fine of from 100,000 to 500,000 francs.

(3) Such ruling shall be notified to the applicant and to the magistrate concerned.

PART IV

SETTLEMENT OF CONFLICTS OF JURISDICTION

SECTION 600 (1) Where two Examining Magistrates within the jurisdiction of the same Court of Appeal are seised of the same offence and they assume or decline jurisdiction, the conflict thus created shall be resolved by the Court of Appeal.

(2) Where two different Courts of First Instance or two High Courts of the jurisdiction of the same Court of Appeal assume or decline jurisdiction, the conflict thus created shall be resolved by the Court of Appeal.

SECTION 601 Where two Examining Magistrates or two Courts of First Instance or two High Courts within the jurisdictions of two different Courts of Appeal are seised of the same offence and they assume or decline jurisdiction, the conflict thus created shall be resolved by the Supreme Court.

ARTICLE 602 (1) La Cour Suprême connaît du conflit résultant de deux décisions devenues irrévocables, rendues respectivement par une juridiction ordinaire et une juridiction d'exception et qui entravent le cours normal de la justice.

Il en est de même des décisions devenues irrévocables, rendues par deux juridictions ordinaires ou d'exception.

(2) Dans tous les cas, la Cour Suprême est saisie par requête motivée du Ministère Public ou de toute partie intéressée.

ARTICLE 603 La décision portant règlement de juges est notifiée au Ministère Public et aux parties, à la diligence du Greffier en Chef de la juridiction qui a statué. Elle n'est pas susceptible de recours.

TITRE V **DU RENVOI D'UNE JURIDICTION A UNE AUTRE**

ARTICLE 604 (1) La Cour Suprême peut, pour cause de suspicion légitime ou pour les nécessités de l'ordre public, soit dessaisir une juridiction d'une affaire et renvoyer la cause devant une autre juridiction de même rang, soit désigner des juges appartenant à d'autres ressorts ou à d'autres juridictions, pour composer celle saisie.

(2) La requête aux fins de renvoi peut être présentée par le Ministère Public ou par toute autre partie. Toutefois, seul le Ministère Public peut évoquer les nécessités de l'ordre public.

SECTION 602 (1) The Supreme Court shall have jurisdiction to deal with conflicts of jurisdiction resulting from two final judgments delivered respectively by an ordinary court and a special court, the judgments of which undermine the normal course of justice.

It shall be likewise where the final judgments are delivered by two ordinary or special courts.

(2) The Supreme Court shall be seised of the matter by way of a reasoned application at the instance of the Legal Department or of any other party.

SECTION 603 The decision settling the conflict shall be notified to the Legal Department and to the other parties at the instance of the Registrar-in-Chief of the court that delivered the decision. It shall not be subject to appeal.

PART V **TRANSFER OF A CASE FROM ONE COURT TO ANOTHER**

SECTION 604 (1) The Supreme Court may, on the ground of suspicion or in the interest of public policy, withdraw a case from any court and transfer it for trial to another court of the same jurisdiction or appoint magistrates within the jurisdiction of a different Court of Appeal to hear and determine the matter.

(2) The application for transfer may be made by the Legal Department or by any other party. However, only the Legal Department may base its application on grounds of public policy.

(3) La requête n'a pas d'effet suspensif. Toutefois, le

Président de la Cour Suprême peut enjoindre par ordonnance au Président de la juridiction saisie de suspendre, en l'état, l'examen de la procédure.

ARTICLE 605 Toute décision statuant sur une demande de renvoi est notifiée à la juridiction concernée et aux parties, à la diligence du Greffier en Chef de la Cour Suprême.

TITRE VI **DES AMENDES FORFAITAIRES**

CHAPITRE I **DES DISPOSITIONS GENERALES**

ARTICLE 606 (1) L'amende forfaitaire est une peine pécuniaire applicable aux contraventions et dont le montant est fixé d'avance par la loi.

(2) Il n'y a pas lieu à amende forfaitaire si :

- a) la contravention a causé un dommage corporel ou matériel;
- b) la contravention est connexe à un délit ou à un crime;
- c) la contravention se rapporte à la gérance ou à l'exploitation d'un débit de boisson :

(3) The filing of an application shall not, on its own, stay the hearing of a case. However, the President of the Supreme Court may order the president of the court seized of the matter to stay the hearing of the matter.

SECTION 605 The Registrar-in-Chief of the Supreme Court shall cause all rulings on an application for transfer to be notified to the court concerned and to the parties.

PART VI **FIXED FINES** **CHAPTER I** **GENERAL PROVISIONS**

SECTION 606 (1) A fixed fine shall be a pecuniary sentence applicable to simple offences, the quantum of which is determined in advance by law.

(2) A fixed fine shall not be applicable where:

- (a) the simple offence caused bodily or material injury ;
- (b) the simple offence is related to a felony or misdemeanour ;
- (c) the simple offence is related to the management or the operation of a liquor premises:

d) une disposition légale impose à l'agent verbalisateur de prendre une mesure administrative, notamment la mise en fourrière ou le retrait du permis de conduire ou de toute autre pièce;

e) le contrevenant est en état d'ivresse manifeste dans un lieu public.

ARTICLE 607 (1) Les officiers de police judiciaire ont qualité pour percevoir les amendes forfaitaires.

(2) Les agents de police judiciaire et les agents publics investis des attributions de police judiciaire ne peuvent percevoir lesdites amendes que s'ils y sont régulièrement habilités.

(3) L'habilitation prévue à l'alinéa (2) est générale ou spéciale à une catégorie de contraventions.

ARTICLE 608 Les agents verbalisateurs habilités à percevoir les amendes forfaitaires agissent sous le contrôle du Ministère Public auquel ils adressent leurs procès-verbaux conformément aux dispositions de l'article 89 (2).

ARTICLE 609 Les agents verbalisateurs habilités à percevoir les amendes forfaitaires doivent prêter serment devant le Tribunal de Première Instance dans le ressort duquel ils exerceront leurs fonctions.

(d) a legal provision imposes on a person vested with the powers to charge an offender an obligation to take an administrative measure such as the impounding of a vehicle or the withdrawal of a driving licence or any other document :

(e) the person who committed the simple offence is in a state of manifest drunkenness in a public place.

SECTION 607 (1) Judicial police officers shall be competent to collect fixed fines.

(2) Agents of the judicial police and public servants vested with the powers of the judicial police shall only collect such fixed fines where they are duly empowered to do so.

(3) The authority provided for in sub-section (2) shall be general or special in relation to certain simple offences.

SECTION 608 Agents authorized to charge persons with simple offences and to collect fixed fines shall act under the supervision of the Legal Department to which they shall send their reports in accordance with section 89 (2).

SECTION 609 Agents authorized to charge persons with simple offences and receive fixed fines shall first take oath before the Court of First Instance within the jurisdiction of which they are to carry out their duties.

ARTICLE 610 Avant d'instrumenter, l'agent verbalisateur doit, au préalable, prouver sa qualité au contrevenant en produisant, soit sa carte professionnelle, soit tout autre acte d'habilitation.

ARTICLE 611 (1) Tout agent verbalisateur habilité à percevoir les amendes forfaitaires doit être muni d'un carnet à souches spécial, coté et paraphé par le Parquet compétent.

(2) La perception d'une amende forfaitaire donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal et à la délivrance, sur-le-champ, d'un reçu du carnet à souches.

(3) Tout agent verbalisateur qui perçoit une amende forfaitaire sans délivrer un reçu conforme aux dispositions des alinéas (1) et (2) ci-dessus, est passible des peines prévues à l'article 142 du Code Pénal.

ARTICLE 612 Le taux de l'amende forfaitaire est fixé, suivant la classe de la contravention à :

- a) 1.000 francs pour la première classe;
- b) 2.400 francs pour la deuxième classe;
- c) 3.600 francs pour la troisième classe;
- d) 25.000 francs pour la quatrième classe.

ARTICLE 613 Le paiement de l'amende forfaitaire est facultatif et l'agent verbalisateur doit en informer le contrevenant.

Mention en est portée au procès-verbal.

SECTION 610 Before performing his duty, the officer shall first disclose his identity to the offender by producing either his professional card or any other document empowering him in that regard.

SECTION 611 (1) Any person empowered to collect fixed fines shall be in possession of a special counterfoil receipt book numbered and initialled by the competent Legal Department.

(2) For every fixed fine collected, a report shall be made and a receipt issued on the spot from the said counterfoil receipt book.

(3) Any person who collects fixed fines without issuing a receipt in conformity with sub-sections (1) and (2) above shall be liable to the penalties provided under section 142 of the Penal Code.

SECTION 612 The rate for fixed fines shall be fixed according to the class of the simple offence as follows:

- (a) 1.000 francs for the first class;
- (b) 2.400 francs for the second class;
- (c) 3.600 francs for the third class;
- (d) 25.000 francs for the fourth class.

SECTION 613 The payment of fixed fines shall be optional and the person preferring the charge shall so inform the offender.

Mention of this fact shall be made in the report.

ARTICLE 614 (1) a) Toute mesure vexatoire ou d'intimidation à l'égard du contrevenant qui refuse de payer est passible des peines prévues à l'article 140 du Code Pénal.

b) Constituent notamment une mesure vexatoire ou d'intimidation la saisie illégale d'un bien appartenant au contrevenant, la mise en fourrière d'un véhicule pour refus de payer immédiatement la contravention ou l'injonction arbitraire de se présenter au bureau de l'agent verbalisateur.

(2) Lorsque la contravention est constatée en l'absence de son auteur, il lui est adressé copie du procès-verbal et éventuellement une invitation à payer l'amende forfaitaire due, au bureau de l'agent verbalisateur.

ARTICLE 615 Le procès-verbal constatant une contravention est établi conformément aux dispositions de l'article 90 ci-dessus.

Il mentionne en outre le montant de l'amende fixée, son versement ou au contraire son non-versement et, en cas de paiement, le numéro de la quittance délivrée.

SECTION 614 (1) (a) Any vexatious or intimidating measures against any person who has committed a simple offence and who is not willing to pay the fixed fine shall be liable to the penalties provided for under section 140 of the Penal Code.

(b) The following, in particular, shall constitute vexatious or intimidating measures; illegal seizure of property belonging to the offender; the impounding of a vehicle for refusal to immediately pay for the simple offence or the refusal to report at the office of the person authorized to prefer a charge.

(2) Where the charge is preferred in the absence of the offender, a copy thereof shall be sent to him, and he shall be invited to pay the fixed fines due in the office of the person authorized to prefer the said charge.

SECTION 615 The report indicating the commission of a simple offence shall be drawn up in accordance with the provisions of section 90 above.

It shall also state the amount of the fixed fine to be paid, specifying whether it has been paid or not and, where it has been paid, the number of the receipt issued.

ARTICLE 616 (1) Les sommes perçues au titre des amendes forfaitaires sont versées sans délai au Trésor Public.

(2) Copie de l'état de versement, signée par le Trésorier ou tout autre responsable habilité des services du Trésor et l'agent, est adressée par ce dernier au Procureur de la République compétent.

CHAPITRE II

DE L'INVALIDATION DE L'AMENDE FORFAITAIRE

ARTICLE 617 Lorsque le Procureur de la République constate qu'une amende forfaitaire est illégale au regard des dispositions des articles 611 et 612, il procède comme il est dit aux articles 619 et 620.

ARTICLE 618 Lorsque les dispositions de l'article 614 (1) ont été méconnues, l'invalidation de l'amende forfaitaire ne peut intervenir qu'à la demande du contrevenant.

ARTICLE 619 Lorsque le montant de l'amende forfaitaire perçue par l'agent verbalisateur est supérieur ou inférieur au taux légal, le Procureur de la République rétablit la situation par ordonnance. Notification de cette ordonnance est faite au contrevenant.

SECTION 616 (1) Monies collected as fixed fines shall be paid forthwith into the Public Treasury.

(2) A copy of the payment voucher, signed by the treasurer or by any other authorized person of the treasury and the person who preferred the charge, shall be forwarded by the latter to the competent State Counsel.

CHAPTER II

ANNULMENT OF FIXED FINES

SECTION 617 Where the State Counsel finds that a fixed fine is illegal having regard to sections 611 and 612, he shall proceed as provided for in sections 619 and 620.

SECTION 618 Where the provisions of section 614 (1) have been violated, the annulment of the fixed fine may only be ordered at the request of the offender.

SECTION 619 Where the amount of the fixed fine collected by the person preferring the charge is either higher or lower than the legal rate, the State Counsel shall redress the situation by an order. The offender shall be notified of such order.

ARTICLE 620 (1) Lorsque le réajustement aboutit à une majoration de l'amende forfaitaire et que le contrevenant refuse de payer la différence, le Procureur de la République procède comme il est dit à l'article 623 (2).

(2) Toute minoration d'une amende forfaitaire constitue une contravention de quatrième classe.

CHAPITRE III DU PAIEMENT DE L'AMENDE FORFAITAIRE

ARTICLE 621 Le paiement d'une amende forfaitaire éteint l'action publique, sous réserve des dispositions des articles 617 à 620.

ARTICLE 622 (1) Lorsqu'il n'y avait pas lieu à paiement d'une amende forfaitaire ou lorsque le montant payé est supérieur au taux légal, le Trésor Public est tenu, suivant le cas, de rembourser le montant de l'amende ou le trop perçu.

(2) Le remboursement a lieu sur présentation, soit d'un extrait du jugement, soit d'une ordonnance du Procureur de la République, délivrée sans frais.

SECTION 620 (1) Where the readjustment results in an increase of the fixed fine and the offender refuses to pay the difference, the State Counsel shall proceed as provided for under section 623 (2).

(2) Any assessment of the fixed fine lower than the amount prescribed, shall constitute a simple offence of the 4th class.

CHAPTER III PAYMENT OF FIXED FINE

SECTION 621 The payment of a fixed fine shall put an end to prosecution subject to the provisions of sections 617 to 620.

SECTION 622 (1) Where a fixed fine ought not to have been paid or where the amount paid was higher than the legal rate, the Public Treasury shall refund the amount paid or the difference, as the case may be.

(2) The refund shall be made on the presentation of either an extract of a judgment or of an order issued by the State Counsel without costs.

TITRE VII**DU JUGEMENT DES CONTRAVENTIONS**

ARTICLE 623 (1) Dans les cas prévus aux articles 606 (2) et 620 ou en cas de non-paiement de l'amende forfaitaire, le Procureur de la République peut, dès réception du procès-verbal, mettre l'action publique en mouvement.

(2) Le Tribunal de Première Instance saisi statue conformément aux dispositions de l'article 362 du Code Pénal.

TITRE VIII**DES INFRACTIONS COMMISES A L'AUDIENCE**

ARTICLE 624 Les infractions commises à l'audience sont jugées conformément aux dispositions ci-après :

- a) si l'infraction commise est une contravention, le Tribunal dresse sur-le-champ procès-verbal des faits, entend les contrevenants, les témoins et le Ministère Public, puis statue;
- b) si l'infraction commise est un délit, le Tribunal procède comme prévu au paragraphe (a) ci-dessus ;

PART VII**TRIAL OF SIMPLE OFFENCES**

SECTION 623 (1) In the cases provided under sections 606 (2) and 620 or in the event of non-payment of the fixed fines, the State Counsel may, as soon as he receives the report, commence prosecution

(2) The Court of First Instance seized of the matter shall decide in accordance with section 362 of the Penal Code.

PART VIII**OFFENCES COMMITTED DURING A COURT SESSION**

SECTION 624 Offences committed during court sessions shall be tried in accordance with the following provisions:

- (a) where the offence committed is a simple offence, the presiding magistrate shall immediately prefer a charge based on the facts, hear the offender, the witnesses, the Legal Department, and deliver judgment;
- (b) where the offence committed is a misdemeanour, the court shall proceed as provided for in paragraph (a) above;

- c) si l'infraction est un crime, le Président ordonne l'arrestation de son auteur, procède à son audition, dresse procès-verbal de ses déclarations et le fait conduire devant le Procureur de la République qui procède conformément à la loi.

TITRE IX **DE LA RECONSTITUTION DES PIECES**

ARTICLE 625 Lorsque l'original d'une décision est perdu, il est reconstitué conformément aux dispositions des articles 626 à 628.

ARTICLE 626 (1) a) S'il existe une copie certifiée conforme de la décision perdue ou détruite, elle devient l'original.

- b) Sur ordonnance du Président de la juridiction qui a rendu la décision, son détenteur est tenu de déposer cette copie au greffe.

(2) A partir de l'original ainsi reconstitué, le greffier délivre, sans frais, une copie au détenteur dépossédé.

ARTICLE 627 S'il n'existe aucune copie certifiée conforme de la décision perdue ou détruite, l'original est reconstitué à partir des registres d'audience, par la juridiction qui l'a rendue.

- (c) where the offence committed in court is a felony, the presiding magistrate or judge shall order the offender's arrest, record his statement and direct that he be taken to the State Counsel who shall proceed as provided by law.

PART IX **RECONSTITUTION OF DOCUMENTS**

SECTION 625 When the original of a judgment has been lost, it shall be reconstituted in conformity with the provisions of sections 626 to 628.

SECTION 626 (1) (a) Where there is a certified true copy of a lost or destroyed judgment, it shall become the original.

- (b) On the orders of the President of the court which delivered the judgment, its custodian shall hand over the copy to the registry of the court.

(2) From the original so reconstituted, the registrar shall deliver a copy of the judgment to the original holder without costs.

SECTION 627 Where there is no certified true copy of a lost or destroyed judgment, the original shall be reconstituted from the record book by the court that delivered it.

ARTICLE 628 Lorsqu'une pièce d'une procédure ou l'ensemble d'une procédure a disparu, il y a lieu à reconstitution, à la diligence, soit du Président de la juridiction qui a rendu la décision, soit de toute partie.

TITRE X DU PRIVILEGE DE JURIDICTION

ARTICLE 629 (1) Lorsqu'un magistrat de l'ordre judiciaire est susceptible d'être inculpé d'une infraction, le Procureur Général compétent présente une requête au Président de la Cour Suprême qui désigne un magistrat chargé d'instruire l'affaire et trois autres, d'un grade au moins égal à celui du mis en cause, en vue du jugement éventuel de l'affaire en premier ressort.

(2) Le Président de la Cour Suprême indique en outre la ville où l'affaire sera jugée.

ARTICLE 630 Les dispositions de l'article 629 sont également applicables lorsque la partie lésée adresse une plainte avec constitution de partie civile contre un magistrat, au Président de la Cour Suprême.

ARTICLE 631 Le magistrat désigné doit procéder personnellement à l'information judiciaire. Sa compétence est nationale.

ARTICLE 632 En cas d'appel, l'affaire est examinée par des magistrats de la Cour Suprême désignés par le Président de ladite Cour. Il est statué en collégialité.

SECTION 628 Where a document in a case file or the whole case file is missing, the President of the court seized of the matter or any party shall cause the said document or case file to be reconstituted.

PART X PRIVILEGED PROCEEDINGS

SECTION 629 (1) Where a judicial or legal officer is likely to be charged with committing an offence, the competent Procureur General shall request the President of the Supreme Court to appoint an investigating magistrate as well as three other magistrates of a grade at least equal to that of the magistrate incriminated and they shall, if necessary, hear and determine the matter at first instance.

(2) The President of the Supreme Court shall in addition indicate the town wherein the case shall be heard.

SECTION 630 The provisions of section 629 shall also apply where the aggrieved party files a complaint embodying a civil claim before the President of the Supreme Court against a magistrate.

SECTION 631 The magistrate appointed shall personally conduct the preliminary inquiry and his jurisdiction shall extend throughout the national territory.

SECTION 632 In the event of an appeal, the matter shall be heard by the Judges of the Supreme Court appointed by the President of the said court and sitting as a collegiate bench.

ARTICLE 633 Lorsque le magistrat mis en cause est le plus ancien dans le grade le plus élevé, son affaire est examinée par la Cour Suprême siégeant en Chambres Réunies.

ARTICLE 634 (1) Lorsqu'un Gouverneur de province a commis un crime ou un délit dans l'exercice et même hors de l'exercice de ses fonctions, le Procureur Général près la Cour d'Appel compétent adresse un rapport au Président de la Cour Suprême qui désigne un tribunal compétent, conformément aux alinéas (2) et (3) du présent article.

(2) Lorsqu'un Préfet ou tout autre chef de circonscription administrative ou un officier de police judiciaire a commis un crime ou un délit dans l'exercice et même hors de l'exercice de ses fonctions, le Procureur de la République transmet le dossier au Procureur Général pour en saisir le Président de la Cour d'Appel compétente. Celui-ci désigne le parquet chargé de diligenter les poursuites et la juridiction de jugement compétente pour en connaître.

(3) Dans les cas prévus aux alinéas (1) et (2), la poursuite, l'instruction et le jugement doivent être confiés à des juridictions de l'ordre judiciaire autres que celles de la province, du département, de l'arrondissement, ou du district selon le cas, où le mis en cause exerce ses fonctions.

SECTION 633 When the magistrate prosecuted is the most senior in the highest grade, his case shall be heard by a joint session of the Benches of the Supreme Court.

SECTION 634 (1) Where a Governor of a province has committed a felony or a misdemeanour, within or outside the performance of his duties, the Procureur General at the competent Court of Appeal shall address a report to the President of the Supreme Court who shall transfer the matter to a competent court in accordance with the provisions of sub-sections (2) and (3) of this section.

(2) Where a senior Divisional Officer or any other head of administrative unit or a judicial police officer has committed a felony or a misdemeanour even if unconnected with the exercise of his duties, the State Counsel shall transmit the case file to the competent Procureur General who shall seize the President of the competent Court of Appeal. The latter shall in turn designate both the Legal Department in charge of instituting prosecution and the competent trial court to hear and determine the matter.

(3) In the cases referred to in the preceding sub-sections, prosecution, investigation and trial shall be assigned to jurisdictions other than those of the province, division, sub-division, or district where the accused performs his duties.

TITRE XI DE L'EXTRADITION

CHAPITRE I DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 635 L'extradition est l'acte par lequel un Etat remet un étranger trouvé sur son territoire à un autre Etat, sur la demande de celui-ci aux fins de poursuites pour une ou plusieurs infractions de droit commun ou pour l'exécution d'une peine privative de liberté prononcée contre cet étranger par une juridiction répressive de l'Etat requérant en raison d'une ou de plusieurs infractions de droit commun.

ARTICLE 636 Quiconque s'est, sur le territoire national, rendu complice d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger, peut être poursuivi et jugé au Cameroun suivant la loi étrangère et la loi camerounaise, à condition que l'existence du fait principal ait été établie par une décision définitive d'une juridiction étrangère compétente.

ARTICLE 637 Peut également être poursuivi et jugé au Cameroun, quiconque s'est rendu complice, à l'étranger, d'un crime ou d'un délit commis au Cameroun.

ARTICLE 638 Est entachée de nullité absolue, toute poursuite intentée en application des articles 636 et 637 si :

PART XI EXTRADITION

CHAPTER I GENERAL PROVISIONS

SECTION 635 Extradition shall be an act whereby a requested state hands over a foreigner found in its territory to a requesting State in order that he be prosecuted for one or more specified offences of ordinary law or to subject him to a term of imprisonment passed against him after a criminal trial for an offence of ordinary law.

SECTION 636 Whoever is found in the national territory to be an accomplice to a felony or misdemeanour committed abroad may be tried in Cameroon according to the foreign law and Cameroonian law on condition that the principal act has been established by a final decision emanating from a competent foreign court.

SECTION 637 Cameroonian courts shall also have jurisdiction to try any one who while abroad, is an accomplice to a felony or misdemeanour committed in Cameroon.

SECTION 638 Any proceedings brought under sections 636 and 637 shall be null and void to all intents and purposes if:

a) l'action publique est mise en mouvement autrement que par le Ministère Public qui, en ce qui concerne les faits qualifiés délits par la loi camerounaise, ne peut agir que s'il est saisi d'une plainte préalable de la partie lésée ou d'une dénonciation officielle émanant de l'autorité compétente du lieu de perpétration du fait principal;

b) l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement pour les mêmes faits à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a, conformément aux lois de l'Etat où il a été condamné, exécuté sa peine, ou que celle-ci est prescrite, ou qu'il a bénéficié d'une mesure de grâce;

c) l'action publique est prescrite ou éteinte par l'amnistie ou par toute autre cause au regard de la loi de l'Etat où les faits ont été commis, ou serait prescrite ou éteinte au regard de la loi camerounaise, si les faits avaient été commis au Cameroun.

ARTICLE 639 Les poursuites peuvent être exercées devant le Tribunal, soit du lieu du domicile, soit du lieu où il a été arrêté, soit enfin du lieu de sa dernière résidence connue au Cameroun.

Toutefois, la Cour Suprême peut, sur réquisitions du Procureur Général près ladite Cour, ordonner le renvoi de l'affaire devant une autre juridiction, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice.

(a) prosecution is commenced by any person other than the Legal Department which in cases of misdemeanour under Cameroonian law can only act, if a complaint is brought to it by the injured party or if it receives an official information from the competent authority of the place of commission of the principal act;

(b) the defendant shows that he has been tried abroad for the same acts and final judgment passed, and that if sentenced, he has either served his sentence or has been absolved of it by prescription or by pardon;

(c) the prosecution is barred by amnesty or by any other cause, according to the law of the state where the acts were committed, or would be so barred according to the laws of Cameroon if the acts had been committed in Cameroon.

SECTION 639 Prosecution may be commenced against the accused either before the court of the place of residence of the accused, or of the place where he was arrested or of his last known place of abode in Cameroon.

However, the Supreme Court may, on application of the Procureur General at the said court and in the interest of justice, order the transfer of the case to another court.

ARTICLE 640 Est réputée commise au Cameroun :

- a) toute infraction dont un acte caractérisant un des éléments constitutifs a été accompli au Cameroun ;
- b) toute infraction de contrefaçon ou altération du sceau de la République ou des monnaies ayant cours légal sur le territoire national;
- c) toute infraction à la sûreté de l'Etat. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique à un étranger que s'il est arrêté au Cameroun ou si le Gouvernement obtient son extradition.

CHAPITRE II **DE L'EXTRADITION DEMANDEE PAR UN GOUVERNEMENT ETRANGER**

ARTICLE 641 (1) Le Président de la République peut, par décret, ordonner l'extradition, aux Gouvernements étrangers qui lui en font la demande, de tout étranger trouvé sur le territoire national, objet d'une poursuite pénale ou d'une condamnation à une peine privative de liberté dans l'Etat requérant.

(2) Il peut également, dans les mêmes formes, autoriser la communication aux autorités étrangères, des pièces à conviction ou documents détenus par les autorités camerounaises, sur demande présentée par voie diplomatique et sous condition, en cas de communication en originaux, de leur restitution dans les plus brefs délais.

SECTION 640 For the purposes of this law, an offence shall be deemed to have been committed in Cameroon if:

- (a) an ingredient of the offence was perpetrated in Cameroon ;
- (b) it consists of counterfeiting or of altering the official seal of the Republic of Cameroon or the currency being legal tender in its territory ;
- (c) it is against the security of the Republic of Cameroon. However this paragraph shall not apply to a foreigner unless he has been arrested in Cameroon or extradited to Cameroon.

CHAPTER II **EXTRADITION REQUESTED BY A FOREIGN GOVERNMENT**

SECTION 641 (1) The President of the Republic may, by decree order the extradition to a foreign government applying for it, of any foreigner charged with or convicted of an offence, in the requesting State.

(2) The President of the Republic may, by decree, on an application made through diplomatic channels, permit the despatch to any foreign authorities of exhibits or documents in the possession of a Cameroonian authority on condition that, in the case of originals, they shall be returned without delay.

(3) La qualité d'étranger s'apprécie, le cas échéant, à l'époque de la commission des faits.

(4) Il ne peut être donné suite à une demande de comparution devant une juridiction étrangère, en qualité de témoin, d'un individu détenu, même au titre de la contrainte par corps, que sous la condition expresse de son renvoi au Cameroun dans les plus brefs délais, le tout, aux frais de l'Etat requérant.

SECTION I **DES CONDITIONS DE L'EXTRADITION**

ARTICLE 642 (1) Le fait servant de base à la demande d'extradition doit être :

- a) au regard de la loi de l'Etat requérant et de la loi camerounaise, soit une infraction passible d'une peine privative de liberté dont le minimum est au moins égal à deux (2) ans et dont la poursuite n'est pas rendue impossible par la prescription, l'amnistie ou toute autre cause légale, soit une peine privative de liberté encore légalement susceptible d'exécution, de six (6) mois au moins, compte non tenu de la contrainte par corps ;
- b) au regard de la loi camerounaise, une infraction de droit commun :

(3) The status of foreigner shall be determined as at the date of the commission of the offence.

(4) No request for appearance as a witness in a foreign court of a person in detention may be granted, even if he is serving a term of imprisonment in default of payment except on the express condition of his return without delay to Cameroon and of all expenses being borne by the requesting State.

SUB-CHAPTER I **CONDITIONS OF EXTRADITION**

SECTION 642 (1) Any act serving as a ground for extradition shall:

- (a) by the laws of the requesting State and of Cameroon, either constitute an offence punishable with a minimum sentence of loss of liberty of not less than two (2) years for which prosecution is not barred by prescription, amnesty or otherwise; or consist of a term of loss of liberty which is still legally enforceable within six (6) months at least notwithstanding imprisonment in default of payment;
- (b) by Cameroon law, constitute an ordinary law offence;

c) tel qu'il ne résulte pas des circonstances et des faits, que l'extradition est demandée pour des raisons politiques, religieuses, raciales, ou en raison de la nationalité de la personne mise en cause.

(2) a) Sont considérés comme infractions de droit commun pouvant justifier l'extradition, les crimes et délits non dirigés contre une forme de gouvernement.

b) Sont assimilées aux infractions de droit commun, les infractions à compétence universelle prévues par les conventions internationales ratifiées par le Cameroun.

ARTICLE 643 (1) a) Sont considérés comme infractions politiques et ne peuvent justifier l'extradition, les crimes ou délits dirigés contre la Constitution, la souveraineté d'un Etat ou les Pouvoirs Publics.

b) L'appréciation des faits ou du caractère politique, religieux ou racial d'un mobile, ou du mobile tenant à la nationalité, en ce qui concerne la demande, appartient au gouvernement requis.

c) Lorsque l'infraction est réputée politique, religieuse ou raciale en elle-même ou censée tenir à la nationalité, il appartient à l'Etat étranger, auteur de la demande d'extradition, d'en rapporter la preuve contraire.

(c) from the circumstances and facts show that extradition is not requested for political, religious or racial reasons, or based on the nationality of the person concerned.

(2) (a) Felonies and misdemeanours which are not directed against any kind of government shall be considered as common law offences and may justify extradition.

(b) Offences of universal jurisdiction provided by international conventions and ratified by Cameroon shall be considered as ordinary law offences.

SECTION 643 (1) (a) Felonies and misdemeanours directed against the Constitution, the sovereignty of the State and Public Authorities shall be considered as political offences, for which extradition shall not be granted.

(b) The assessment of the political, religious or racial nature or reasons, or of the grounds for citizenship, for the application shall lie with the government to which the application is made.

(c) Where the offence is in itself political, religious or racial or based on citizenship, it shall be left to the requesting State to prove the contrary.

(2) Ne peuvent également servir de base à l'extradition :

- a) les infractions reprochées à un étranger, commises hors du territoire de l'Etat requérant et sanctionnées au Cameroun, si la législation de l'Etat où les faits ont été commis ne les considère pas comme une infraction ;
- b) les infractions connexes à des infractions politiques, religieuses, raciales ou tenant à la nationalité ;
- c) les infractions amnistiées dans l'un des Etats concernés ;
- d) l'erreur sur l'identité de la personne réclamée.

ARTICLE 644 Sauf dispositions légales contraires, aucun citoyen camerounais ne peut être extradé.

ARTICLE 645 L'extradition n'est pas applicable :

- a) aux transferts temporaires des détenus aux fins d'audition ou de confrontation ;
- b) aux simples citations auxquelles peuvent, en application d'une convention internationale, déférer certaines personnes détenues au Cameroun.

(2) The following shall also be considered as basis for which extradition may not be granted:

- (a) offences committed by a foreigner outside the territory of the requesting State though punishable in Cameroon, if the laws of the state where the acts were committed do not consider the said acts as an offence;
- (b) offences that are related to political, religious and racial offences, or based on citizenship;
- (c) offences which have been amnestied in any of the countries referred to above;
- (d) mistake of identity of the person whose extradition is requested.

SECTION 644 Except where otherwise provided by law, no Cameroonian citizen may be extradited.

SECTION 645 Extradition shall not be applicable:

- (a) to the temporary transfer of detainees for the purpose of hearing or questioning them;
- (b) in respect of simple summonses by virtue of which, on the basis of an international convention, certain individuals detained may be brought for trial in Cameroon ;

c) aux opérations de remise ne se rattachant ni à la répression d'une infraction ni à l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté prononcée par une juridiction répressive étrangère :

d) lorsque l'Etat requis a de sérieuses raisons de penser que la personne dont l'extradition est demandée sera soumise, dans l'Etat requérant, à des tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

SECTION II DE LA PROCEDURE D'EXTRADITION

ARTICLE 646 L'étranger en cours de poursuite ou d'exécution d'une peine au Cameroun ne peut être extradé pour comparaître devant les Tribunaux de l'Etat requérant qu'après l'intervention d'une décision au fond ou l'exécution des peines privatives de liberté.

ARTICLE 647 Les dispositions de l'article 646 sont applicables à l'étranger incarcéré en exécution d'une contrainte par corps.

(c) to deportation operations which neither relate to the punishment of an offence or the enforcement of a sentence or preventive measure pronounced by a foreign court:

(d) where there are reasons for the country requested to believe that the person concerned shall be subjected to torture and other punishment or treatment which is cruel, inhuman and humiliating, in the requesting country.

SUB-CHAPTER II PROCEDURE FOR EXTRADITION

SECTION 646 Where a foreigner is subject to prosecution or to the execution of a sentence, he may be extradited to appear before the courts of the requesting State only after judgment has been delivered on the merits or after the execution of an imprisonment sentence.

SECTION 647 The provisions of section 646 shall apply to a foreigner who is incarcerated as a result of imprisonment in default of payment of fine.

ARTICLE 648 Si l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats pour une même infraction, elle est accordée de préférence à l'Etat contre les intérêts duquel l'infraction était dirigée ou à celui sur le territoire duquel elle a été commise.

ARTICLE 649 L'extradition est refusée lorsque:

- a) les infractions à raison desquelles elle est demandée ont été commises au Cameroun ;
- b) la prescription de l'infraction ou de la peine est acquise d'après la législation camerounaise ou celle de l'Etat requérant au moment de la réception de la demande d'extradition ;
- c) les infractions concernées ont déjà été définitivement jugées par les juridictions répressives camerounaises.

SECTION 648 Where extradition is requested concurrently by more than one state for the same offence, preference shall be given to the state against whose interest the offence was committed or on whose territory it was committed.

SECTION 649 An application for extradition shall be dismissed when:

- (a) the offences for which it is requested were committed in Cameroon ;
- (b) the prescription of the offence is established or the sentence passed is expunged according to Cameroonian law or that of the State requesting extradition at the time the application is received;
- (c) the offences in question have already been heard and determined by Cameroonian courts.

ARTICLE 650 (1) Sous réserve des conventions internationales, toute demande d'extradition est formée par voie diplomatique. A cette demande sont joints, selon le cas :

- a) une expédition du jugement ou de l'arrêt de condamnation même non contradictoire ;
- b) un acte de procédure ordonnant ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé devant une juridiction répressive d'instruction ou de jugement;
- c) un mandat d'arrêt ou toute autre pièce en tenant lieu, établi par l'autorité étrangère compétente. Ce mandat doit préciser l'infraction pour laquelle il a été délivré et la date de la commission.

(2) Le jugement ou l'arrêt de condamnation, l'acte de procédure visé à l'alinéa (1) (b) ci-dessus, le mandat d'arrêt ou la pièce en tenant lieu sont produits en original ou en expédition authentique.

(3) L'Etat requérant joint en même temps une copie du texte applicable aux faits incriminés et un exposé desdits faits.

(4) En cas de jugement ou d'arrêt de défaut, outre les documents visés au présent article, l'Etat requérant doit fournir la preuve que la personne dont l'extradition est demandée a eu connaissance du déroulement du procès et qu'elle a disposé de moyens juridiques suffisants pour organiser sa défense.

SECTION 650 (1) Subject to international conventions, any request for extradition shall be made through diplomatic channels. To this application shall be attached, as the case may be:

- (a) a copy of the judgment, even if the person was convicted in absentia ;
- (b) a document ordering that the accused be brought before a court for preliminary inquiry or for trial ;
- (c) a warrant of arrest or any other document having the same effect and issuing from the competent foreign authority. However, the said document shall specify the offence on which it is founded and its date.

(2) The judgment carrying a conviction and the document mentioned in sub-section (1) (b) above shall be the original or a duly certified copy thereof.

(3) The requesting Government shall at the same time attach a copy of the law applicable to the offence charged, and an account of the facts of the case.

(4) In the case of a judgment in default, the requesting government shall, in addition, furnish evidence that the person concerned had knowledge of the trial, and sufficient legal means for his defence.

ARTICLE 651 Le dossier de demande d'extradition est, après vérification des pièces par le Ministre chargé des Relations Extérieures, transmis au Ministre chargé de la Justice qui, après s'être assuré de la régularité de la procédure, saisit pour exécution, le parquet de la résidence de l'étranger.

ARTICLE 652 En cas d'urgence et par dérogation aux dispositions des articles 641 et 642 ci-dessus, les parquets sont habilités à ordonner l'arrestation, sur la demande directe des autorités judiciaires étrangères et sur simple avis laissant trace écrite, de l'existence de l'une des pièces indiquées à l'article 641.

La demande des autorités étrangères doit être régularisée dans les plus brefs délais, conformément aux dispositions de l'article 641 ci-dessus.

ARTICLE 653 (1) Dans les vingt-quatre (24) heures de l'arrestation, un magistrat du Parquet du Tribunal de Première Instance procède, si nécessaire avec l'aide d'un interprète, à un interrogatoire d'identité, notifie à l'étranger le titre en vertu duquel il est arrêté, recueille ses déclarations après l'avoir prévenu qu'il est libre de n'en point faire et avisé de son droit de se faire assister d'un défenseur.

(2) Du tout, il est dressé procès-verbal signé du magistrat, de l'étranger et, le cas échéant, de l'interprète. En cas de refus de signer par l'étranger ou s'il ne sait signer, mention en est faite audit procès-verbal qui, le cas échéant, est également signé de l'interprète.

SECTION 651 The file containing the application for extradition shall, after the documents have been checked by the Minister in charge of External Relations be forwarded to the Minister in charge of Justice who, after ascertaining that the procedure is in order, shall further seize the Legal Department of the foreigner's place of residence for enforcement.

SECTION 652 In case of emergency, notwithstanding the provisions of sections 641 and 642 above, the Legal Department shall have the power to order the arrest of a foreigner, on the direct application from the foreign judicial authorities and on simple notice with written proof of the existence of any one of the documents mentioned in section 641

The request of the foreign authorities shall, without delay, be regularized in accordance with the provisions of section 641 above.

SECTION 653 (1) Within twenty-four (24) hours of arrest, a magistrate of the Legal Department of the Court of First Instance shall proceed, if necessary with the aid of an interpreter, to examine the foreigner as to his identity, serve on him the document supporting his arrest and record any statements he may make after warning him that he is not bound to make any, and informing him of his right to brief counsel.

(2) A report shall be drawn up of the proceedings and shall be signed by the magistrate, the interpreter if any, and by the foreigner, or shall bear a note, where necessary, that the foreigner refuses or is unable to sign.

ARTICLE 654 L'étranger est transféré dans les meilleurs délais à la maison d'arrêt du siège de la Cour d'Appel dans le ressort de laquelle il a été arrêté.

ARTICLE 655 Le Procureur Général peut, à tout moment, procéder ou faire procéder par un magistrat de son Parquet Général, dans les formes indiquées à l'article 653 ci-dessus, à un nouvel interrogatoire de l'étranger, son conseil, s'il en a un, dûment convoqué.

ARTICLE 656 Dès réception du dossier visé à l'article 651 ci-dessus, le Procureur Général, après s'être assuré de l'accomplissement des formalités prévues aux articles 653 et 654 ci-dessus, le transmet, assorti de ses réquisitions, au Président de la Cour d'Appel, qui procède à l'enrôlement de l'affaire et en fait donner notification à l'étranger et, le cas échéant, à son conseil.

ARTICLE 657 (1) La Cour instruit la demande d'extradition en Chambre du Conseil, en présence du Ministère Public, de l'étranger, assisté le cas échéant, d'un conseil et d'un interprète. Elle vérifie si les pièces visées à l'article 650 ci-dessus ont été régulièrement produites et apprécie tous les éléments de preuve versés aux débats.

(2) Au cours de l'instruction, la Cour peut admettre comme preuve valable, les dépositions et actes obtenus sous serment des autorités compétentes de l'Etat requérant, ainsi que tous mandats, attestations, actes authentiques ou leurs copies mentionnant la condamnation.

SECTION 654 The foreigner shall without delay be transferred to the prison at the seat of the Court of Appeal within the jurisdiction of which he was arrested.

SECTION 655 The Procureur General may, at any time, examine or cause a magistrate of his department, to examine the foreigner afresh in accordance with section 653 above in the presence of his counsel duly summoned, if any.

SECTION 656 As soon as the file mentioned in section 651 is received, the Procureur General shall, after having ascertained that the formalities provided in sections 653 and 654 have been fulfilled, forward it together with his submissions to the President of the Court of Appeal who shall list the case for hearing and notify the foreigner and, where necessary, his counsel.

SECTION 657 (1) The court shall examine the application for extradition in chambers in the presence of the Legal Department and of the foreigner, and if need be, of his counsel and of an interpreter. It shall ascertain whether the documents provided under section 650 have been duly produced, and shall examine all the evidence adduced.

(2) During the inquiry, the court may accept as valid evidence all the statements and other documents obtained under oath by the competent authorities of the requesting State, as well as all warrants, attestations, authenticated documents or copies thereof mentioning the sentence.

ARTICLE 658 Au cours de l'instruction du dossier d'extradition, la Cour peut, le Procureur Général entendu, admettre l'étranger au bénéfice de la liberté provisoire, s'il présente l'une des garanties prévues à l'article 246 (g).

ARTICLE 659 (1) Si l'étranger renonce au bénéfice de la législation camerounaise sur l'extradition et consent formellement à être livré aux autorités de l'Etat requérant, la Cour lui donne acte de sa déclaration.

(2) La décision de la Cour, donnée sous la forme d'un avis en Chambre du Conseil, est transmise sans délai par le Procureur Général au Ministre chargé de la Justice qui propose à la sanction du Président de la République, un projet de décret ordonnant l'extradition.

(3) Le décret visé à l'alinéa (2) ci-dessus est notifié sans délai à l'étranger et à l'Etat requérant. Il n'est susceptible d'aucun recours.

ARTICLE 660 La Cour statue sur la demande d'extradition en Chambre du Conseil par avis motivé. Seul le Procureur Général a qualité pour attaquer cet avis devant la Cour Suprême.

ARTICLE 661 (1) En cas d'avis défavorable de la Cour, soit parce que les éléments de preuve produits sont jugés insuffisants, soit parce que les conditions légales ne sont pas remplies, soit enfin parce qu'il y a erreur sur la personne dont l'extradition est demandée, la Cour ordonne sa mise en liberté immédiate si elle n'est détenue pour autre cause.

SECTION 658 Upon examination of the application for extradition, the court may, after hearing the Procureur General, grant bail to the foreigner if he fulfils one of the conditions provided for in section 246 (g).

SECTION 659 (1) Where the foreigner renounces the right to benefit from Cameroonian legislation on extradition and formally accepts to be handed over to the requesting State, the court shall rule accordingly.

(2) The decision made in chambers shall be forwarded without delay by the Procureur General to the Minister in charge of Justice who shall submit same in the form of a draft decree ordering the extradition, to the President of the Republic for signature.

(3) The decree referred to in subsection (2) above shall be notified without delay to the foreigner and the State requesting extradition. It shall not be subject to appeal.

SECTION 660 The court shall give a reasoned ruling in chambers on the request for extradition. Only the Procureur General may appeal against this decision before the Supreme Court.

SECTION 661 (1) Where the application is dismissed, either because the evidence adduced is deemed insufficient, or because the legal conditions are not fulfilled, or because there is a mistake of identity of the person whose extradition is requested, the court shall order the immediate release of the person if there are no other reasons for detaining him.

(2) La décision de la Cour est transmise sans délai par le Procureur Général au Ministre chargé de la Justice qui propose à la sanction du Président de la République, un projet de décret portant refus de l'extradition.

ARTICLE 662 Lorsque la demande d'extradition est rejetée, l'étranger ne peut plus faire l'objet d'une extradition ultérieure vers le même pays et pour les mêmes faits.

ARTICLE 663 En cas d'avis favorable, la décision de la Cour est transmise au Procureur Général. Il est procédé comme indiqué à l'article 659 (2) et (3).

ARTICLE 664 Dans tous les cas prévus aux articles 661 et 662, le dossier est transmis par le Procureur Général au Ministre chargé de la Justice dans les meilleurs délais, pour être retourné à l'Etat requérant.

ARTICLE 665 La Cour a compétence pour autoriser la transmission à l'Etat requérant, de tout ou partie des titres, valeurs ou objets saisis sur l'étranger, même si la demande d'extradition est irrecevable, rejetée, ou ne peut plus recevoir de suite pour quelque cause que ce soit.

Elle ordonne la restitution des titres, valeurs ou objets saisis qui ne se rapportent pas aux faits imputés à l'étranger et, le cas échéant, statue sans recours sur les réclamations des tiers à leur sujet.

(2) The ruling shall be forwarded by the Procureur General without delay to the Minister in charge of Justice who shall transmit same in the form of a draft decree rejecting the extradition, to the President of the Republic for the signature.

SECTION 662 Where the application for extradition is dismissed, the foreigner may not later on be the subject of extradition to the same country for the same offence.

SECTION 663 Where the application is granted, the ruling of the court shall be forwarded to the Procureur General. He shall proceed as provided in section 659 (2) and (3).

SECTION 664 The case file shall, in all cases provided in sections 661 and 662, be transmitted by the Procureur General to the Minister in charge of Justice without delay in order to be returned to the requesting State.

SECTION 665 The court shall have jurisdiction to authorize the forwarding to the requesting Government of the whole or part of any document, securities or objects seized from the foreigner, notwithstanding the fact that the application for extradition is dismissed or can no longer be reopened for any reason whatsoever.

It shall order the restitution of documents, securities or objects seized not relevant to the offence with which the foreigner is charged, and shall decide by order not subject to appeal, on any claim to them by third parties.

ARTICLE 666 L'étranger est définitivement mis en liberté et l'extradition ne peut être demandée à son encontre par le même Etat et pour les mêmes faits, si dans le délai de trois (3) mois suivant la notification du décret d'extradition à l'Etat requérant, sa remise effective n'est pas demandée par celui-ci.

Les contestations concernant l'application du présent article sont soumises à la Cour d'Appel compétente qui statue, dans les huit (8) jours, le Ministère Public entendu. Sa décision est susceptible de pourvoi devant la Cour Suprême. Seuls le Ministère Public et l'étranger intéressés peuvent former pourvoi. Les dispositions des articles 657 et suivants sont applicables.

SECTION III **DES EFFETS DE L'EXTRADITION**

ARTICLE 667 (1) Le décret accordant l'extradition spécifie que l'extradé ne peut, sauf consentement spécial ultérieur du Gouvernement camerounais, être poursuivi ou puni dans le pays requérant pour une infraction antérieure à la remise, autre que celle ayant motivé l'extradition.

(2) La restriction prévue à l'alinéa (1) n'est pas applicable à l'étranger qui a eu pendant trente (30) jours à compter de son élargissement définitif, la possibilité de quitter le territoire de l'Etat requérant.

SECTION 666 The foreigner shall be released and his extradition may no longer be requested by the same State for the same offence, if three (3) months elapse after the communication to the requesting State of the decree of extradition, without delivery of the prisoner having been requested by the representative of the requesting State.

Any dispute on the application of this section shall be brought before the competent Court of Appeal which shall, within eight (8) days, and after the submissions of the Legal Department, determine the issue. The decision of the Court of Appeal shall be subject to appeal before the Supreme Court. Only the Legal Department or the foreigner may appeal to the Supreme Court. The provisions of sections 657 and following of this code shall be applicable.

SUB CHAPTER III **EFFECTS OF EXTRADITION**

SECTION 667 (1) The decree granting extradition shall be subject to the condition that the person extradited may not, without the special consent of the Government of Cameroon, be prosecuted or punished in the requesting country for any offence committed before his being handed over, other than that for which he was extradited.

(2) However, a foreigner extradited by Cameroon, who has had thirty (30) days after his final release during which he was able to leave the territory of the requesting State, shall no longer be subjected to sub-section (1).

ARTICLE 668 (1) Au cas où le Gouvernement requérant demande l'autorisation de poursuivre la personne déjà livrée, pour une infraction antérieure à l'extradition, l'avis de la Cour devant laquelle elle avait comparu est obligatoire : il peut être formulé sur simple production des pièces transmises à l'appui de la nouvelle demande.

(2) Sont également transmises par le Gouvernement étranger et soumises à la Cour, les pièces contenant les observations de la personne extradée ou la déclaration qu'elle entend n'en présenter aucune; l'étranger peut également déposer un mémoire et se faire éventuellement assister d'un conseil de son choix.

ARTICLE 669 (1) Lorsque l'extradition a été accordée, son annulation peut être prononcée par la Cour d'Appel dans le ressort de laquelle l'extradé est détenu en cas de violation de l'une des conditions prévues aux articles 643 et 644. La demande en nullité formée par l'extradé en application du présent alinéa est recevable jusqu'à l'expiration de la peine.

(2) Les juridictions ayant compétence pour connaître des demandes d'annulation d'extradition sont aussi habilitées à qualifier les faits qui ont motivé la demande d'extradition.

SECTION 668 (1) Where after extradition, the requesting Government seeks permission to prosecute the person extradited for an earlier offence, such permission may not be granted until the court before which he had earlier appeared has given its opinion, but the said opinion may be given merely on the documents forwarded in support of the new application.

(2) The foreign Government shall also forward to the court the remarks of the person extradited, or his declaration that he has none to make. The foreigner may also hand in written submissions, and if he so desires, be represented by counsel of his choice.

SECTION 669 (1) After extradition has been granted in favour of Cameroon, an application to nullify same shall be filed at the Court of Appeal within whose jurisdiction the person extradited is in custody, if there is a violation of any of the conditions laid down in sections 643 and 644. Application for a declaration of nullity under the foregoing subsection may be made by the person extradited at any time up to the expiry of his sentence.

(2) The courts having the aforesaid jurisdiction may also determine the nature of the offence for which the application for extradition was made.

ARTICLE 670 Au cas où l'extradition est annulée, l'extradé, s'il n'est pas réclamé par le Gouvernement requis, est mis en liberté et ne peut être poursuivi ou puni, qu'il s'agisse des faits pour lesquels il a été extradé ou de faits antérieurs, que s'il est arrêté sur le territoire camerounais après l'expiration d'un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle il lui a été légalement possible de quitter le territoire national.

ARTICLE 671 (1) Le transit sur le territoire camerounais, y compris les bateaux et aéronefs camerounais, d'une personne de nationalité quelconque extradée par un Etat tiers à un autre Etat tiers, peut être autorisé par le Ministre chargé des Relations Extérieures, sur simple demande adressée par voie diplomatique, assortie des pièces justifiant qu'il ne s'agit ni d'une infraction politique, religieuse, raciale ou tenant à la nationalité, ni d'une infraction purement militaire.

(2) Ce transit s'effectue aux frais de l'Etat requérant sous la garde, le cas échéant, d'agents camerounais.

ARTICLE 672 Les frais de procédure, de détention et de transfèrement de l'extradé sont avancés par le Trésor Public camerounais et remboursés par l'Etat requérant.

SECTION 670 Where an extradition has been declared null and void and the person extradited is not claimed back by the Government from which extradition was requested, he shall be released and may not be prosecuted or punished either for the offence in respect of which extradition was obtained or for any earlier offence, unless he was arrested in Cameroon more than thirty (30) days after the date on which it was lawfully possible for him to leave the national territory.

SECTION 671 (1) A person of any nationality extradited by any foreign State to another State may transit through Cameroonian territory, including a Cameroonian vessel or aircraft only on the authorization granted by the Minister in charge of External Relations on a simple application through diplomatic channels supported by documents showing that the offence is neither political, religious, racial nor based on the citizenship of the person concerned or is not a purely military offence.

(2) Such transit shall, if necessary, be effected under the close supervision of Cameroonian agents at the expense of the requesting State.

SECTION 672 The costs of the proceedings, custody and of extraditing the person, shall be paid by the Cameroon Public Treasury and reimbursed by the requesting State.

CHAPITRE III **DE L'EXTRADITION DEMANDEE PAR LE GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS**

ARTICLE 673 Outre celles contenues dans le présent chapitre, les dispositions des articles 637 à 640 sont applicables à l'extradition demandée par le Gouvernement camerounais.

ARTICLE 674 L'extradition demandée par le Gouvernement camerounais est soumise à la procédure suivante:

- a) le Procureur de la République transmet au Procureur Général près la Cour d'Appel un dossier comprenant, suivant le cas :
 - une expédition du jugement ou de l'arrêt de condamnation ;
 - un mandat d'arrêt du Juge d'Instruction ou de la Chambre de Contrôle de l'Instruction ou de la juridiction de jugement;
 - une ordonnance de renvoi du Juge d'Instruction ou l'arrêt de renvoi de la Chambre de Contrôle de l'Instruction, s'il s'agit d'un inculpé;
 - s'il y a lieu, la copie des dispositions légales relatives à la complicité, à la tentative, au cumul d'infractions et à la prescription;
 - un extrait du bulletin n° 2 du casier judiciaire ;

CHAPTER IV **EXTRADITION REQUESTED BY THE GOVERNMENT OF CAMEROON**

SECTION 673 In addition to the provisions of this chapter, sections 637 to 640 shall apply to extradition requested by the Cameroon Government.

SECTION 674 The procedure for extradition requested by the Government of Cameroon shall be as follows:

- (a) the State Counsel shall transmit a file to the Procureur General at the Court of Appeal containing, as the case may be, the following documents:
 - a copy of the judgment or a warrant of imprisonment ;
 - warrant of arrest issued by the Examining Magistrate or by the Inquiry Control Chamber or the court which delivered the judgment ;
 - a committal order issued by the Examining Magistrate or a committal order issued by the Inquiry Control Chamber if the person is an accused ;
 - if necessary, a copy of the legal provisions relating to accessories, attempt, joinder of charges and prescription ;
 - an extract of bulletin n°2 of the criminal record.

- b) le Procureur Général transmet le dossier au Ministre chargé de la Justice, assorti d'un rapport énonçant les faits qui motivent la demande d'extradition et la date de la commission desdits faits ;
- c) sous réserve des conventions internationales, le Ministre chargé de la Justice transmet le dossier ainsi constitué au Ministre chargé des Relations Extérieures, qui l'achemine par voie diplomatique, au Gouvernement requis.

ARTICLE 675 L'étranger, objet d'une première extradition au bénéfice du Cameroun, ne peut faire l'objet d'une extradition par le Cameroun au profit d'un Etat tiers, sans le consentement du premier Etat. Le consentement de ce premier Etat n'est toutefois requis que si les faits à la base de la demande d'extradition présentée par l'Etat tiers ont été commis antérieurement à l'extradition accordée au Cameroun.

Le consentement visé au présent article n'est pas nécessaire si l'extradé a eu pendant un délai de trente (30) jours suivant son élargissement, la possibilité de quitter le territoire camerounais.

- (b) the Procureur General shall transmit the case file to the Minister in charge of Justice accompanied by a report stating the facts which warrant extradition and the date of commission of the offence;
- (c) subject to international conventions, the Minister in charge of Justice shall transmit the file thus prepared to the Minister in charge of External Relations who shall forward it through diplomatic channels to the requesting State.

SECTION 675 No foreigner extradited to Cameroon on request may be extradited by Cameroon to a third State without the consent of the first State. Provided that such consent shall be required only if the request by the third State is based on acts committed before the extradition to Cameroon.

Provided further that the said consent shall not be necessary if the person extradited had thirty (30) days after his final release in Cameroon within which he was able to leave the national territory.

TITRE XII DE LA REHABILITATION

ARTICLE 676 (1) La réhabilitation est une mesure qui, sauf disposition contraire de la loi, efface la condamnation pour crime ou délit et met fin à toute peine accessoire et à toute mesure de sûreté à l'exception de l'internement dans une maison de santé et de la fermeture de l'établissement.

(2) Lorsqu'une personne a fait l'objet de plusieurs condamnations, la réhabilitation doit porter sur l'ensemble des condamnations.

ARTICLE 677 La réhabilitation est acquise, soit de plein droit, soit par décision de justice.

ARTICLE 678 La réhabilitation peut être demandée en justice par le condamné.

En cas de décès du condamné, la demande peut être suivie et même introduite par son conjoint, ses ascendants ou descendants.

Le Ministère Public peut, en cas de décès du demandeur, suivre une demande de réhabilitation déjà formulée.

PART XII REHABILITATION

SECTION 676 (1) Rehabilitation is a measure which, unless otherwise provided by law, expunges a conviction for felony or misdemeanour. It puts an end to any accessory penalty and to any preventive measure except to confinement in a health institution and closure of an establishment.

(2) Where a person has been convicted more than once, rehabilitation shall apply to all the convictions.

SECTION 677 Rehabilitation shall be as of right or by the judgment of a court.

SECTION 678 Any convict may apply to the court for rehabilitation from a conviction.

In the case of death of the convict, the application may be followed up or even filed by his spouse, his ascendants or his descendants.

In the case of the death of the applicant, any application for rehabilitation already filed may be continued by the Legal Department.

ARTICLE 679 (1) La réhabilitation ne peut être demandée qu'après un délai de cinq (5) ans en cas de condamnation pour crime et de trois (3) ans en cas de condamnation pour délit. Ces délais courent du lendemain du jour de la libération en cas de condamnation à une peine privative de liberté ou du lendemain du jour du paiement de l'amende.

(2) Les délais prévus au présent article sont doublés si le condamné est en état de récidive.

ARTICLE 680 (1) La réhabilitation de plein droit est acquise au condamné qui n'a fait l'objet d'aucune condamnation nouvelle à l'emprisonnement pour crime ou délit dans les délais ci-après :

- cinq (5) ans pour une peine d'amende;
- dix (10) ans pour une peine unique d'emprisonnement inférieure ou égale à six (6) mois;
- quinze (15) ans pour une peine unique d'emprisonnement inférieure ou égale à deux (2) ans;
- vingt (20) ans pour une peine unique d'emprisonnement inférieure ou égale à cinq (5) ans.

(2) Le délai est de quinze (15) ans si l'ensemble des condamnations est supérieur à un (1) an mais inférieur à deux (2) ans.

(3) Les condamnations prononcées avec confusion sont considérées comme étant une condamnation unique.

SECTION 679 (1) Rehabilitation may only be applied for after five (5) years in the case of a conviction for felony and after three (3) years in the case of a conviction for misdemeanour. These time-limits shall run from the date following the day of his release in the case of a sentence to loss of liberty, or payment in the case of a fine.

(2) The time-limit prescribed in this section shall be doubled in the case of persons with a previous conviction.

SECTION 680 (1) An offender who has not had any further sentence of imprisonment for felony or misdemeanour shall as of right be rehabilitated on the expiry of the following periods:

- five (5) years, for a sentence of fine;
- ten (10) years for a single sentence of imprisonment of up to six (6) months;
- fifteen (15) years for a single sentence of up to two (2) years;
- twenty (20) years for a single sentence of up to five (5) years.

(2) The period shall be fifteen (15) years for an aggregate sentence of more than one (1) year but not more than two (2) years.

(3) Sentences ordered to run concurrently shall be counted as a single sentence.

(4) En matière d'amende, les délais courent du jour de son paiement ou de la prescription acquise. Ils courent pour les condamnations privatives de liberté, du jour de l'expiration de la peine subie compte tenu, s'il échet, des remises gracieuses ou du jour de la prescription acquise.

(5) La remise totale ou partielle d'une peine équivalant à son exécution partielle ou totale.

ARTICLE 681 Toute personne réhabilitée qui a fait l'objet d'une nouvelle condamnation n'est recevable à demander sa réhabilitation qu'à l'expiration d'un délai de quinze (15) ans.

ARTICLE 682 (1) Pour être réhabilité, le condamné doit justifier du paiement des frais de justice. Il doit en outre justifier du paiement des dommages-intérêts ou de la remise de ceux-ci. A défaut, il doit établir qu'il a subi la contrainte par corps au titre de la condamnation civile.

(2) Le condamné pour banqueroute frauduleuse doit justifier du paiement du passif de la faillite en capital, intérêts et frais ou de la remise qui lui en a été faite.

(3) Si la partie civile ne peut être retrouvée, les sommes qui lui sont dues sont payées à son représentant ou, à défaut, versées au compte des dépôts et consignations.

(4) Si le condamné prétend que la partie civile a refusé de recevoir les sommes qui lui sont dues, il doit rapporter la preuve du refus et verser lesdites sommes au compte des dépôts et consignations.

(4) The said periods shall run, in the case of a sentence of fine, from the date of payment or of prescription, and in the case of loss of liberty, from the date of expiry of the sentence, taking into consideration any remission or prescription.

(5) The partial or total remission of a sentence shall amount to its partial or total execution.

SECTION 681 Any person who has been rehabilitated and who has been convicted again shall not be allowed to apply for rehabilitation except after the expiry of fifteen (15) years.

SECTION 682 (1) In order to be rehabilitated a convict shall show proof that he has paid all costs and damages or of any reduction thereof granted to him. In the absence of such proof, he shall prove that he served imprisonment in default of payment.

(2) Where he is convicted of fraudulent bankruptcy, he shall prove the discharge of his liabilities relating to capital, interest and expenses or prove that a reduction was granted to him.

(3) Where the civil party cannot be found, the monies due to him shall either be paid to his representative or in default, into the deposit account.

(4) Where the convict claims that the civil party has refused to accept the money due to him, he shall show proof of such refusal and pay the said money into the deposit account.

(5) La prescription quadriennale n'est pas applicable en cette matière.

ARTICLE 683 La Cour d'Appel du lieu de résidence du condamné est compétente en matière de réhabilitation.

ARTICLE 684 (1) Le condamné adresse la demande de réhabilitation au Procureur de la République du lieu de sa résidence en indiquant où il a résidé depuis sa libération.

(2) A la demande de réhabilitation sont annexés:

- une copie de la décision de condamnation;
- un extrait de casier judiciaire;
- tous autres documents utiles justifiant du paiement des amendes, des frais de justice et des dommages-intérêts.

ARTICLE 685 En vue de l'instruction de la demande de réhabilitation, le Procureur de la République se fait délivrer:

- une expédition du jugement de condamnation;
- un extrait du registre des punitions de la prison où la peine a été exécutée, exposant la conduite du condamné;
- un extrait du bulletin n° 1 du casier judiciaire du condamné.

Il transmet le dossier, assorti de son avis, au Procureur Général près la Cour d'Appel.

(5) The prescriptive time-limit of four (4) years shall not be applicable in this matter.

SECTION 683 The Court of Appeal of the place of residence of the convict shall have jurisdiction in matters of rehabilitation.

SECTION 684 (1) The convict shall address his application for rehabilitation to the State Counsel of his place of residence and shall indicate therein where he has lived since his release.

(2) To the application shall be annexed:

- a copy of the judgment convicting him;
- an extract of his criminal record;
- any other necessary documents, showing that he has paid fines, costs and damages.

SECTION 685 In order to process the application for rehabilitation, the State Counsel shall ensure that he is given:

- a copy of the judgment convicting the accused;
- an extract from the punishment register of the prison where the sentence was served, attesting to the conduct of the convict;
- an extract of bulletin n°1 of the criminal record of the convict.

He shall forward the file with his opinion to the Procureur General at the Court of Appeal.

ARTICLE 686 Le Procureur Général saisit la Cour d'Appel du dossier de réhabilitation. La Cour statue en audience publique dans les deux (2) mois de sa saisine. le Procureur Général. le condamné et/ou son conseil dûment entendus.

ARTICLE 687 En cas de rejet de la demande, une nouvelle demande ne peut être introduite avant l'expiration d'un délai de trois (3) ans, à moins que le rejet de la première n'ait été motivé par l'inobservation des délais prévus à l'article 680.

ARTICLE 688 (1) Lorsque la demande de réhabilitation est admise, mention est faite aux différents fichiers du casier judiciaire. Dans ce cas, l'extrait du casier judiciaire ne doit plus mentionner la condamnation effacée.

(2) Le réhabilité peut se faire délivrer, sans frais, une copie de l'arrêt de réhabilitation.

(3) Un extrait de l'arrêt de réhabilitation est, à la diligence du Procureur Général, transcrit en marge du jugement ou de l'arrêt de condamnation.

SECTION 686 The Procureur General shall seize the Court of Appeal of the application for rehabilitation. The court shall, in a public session, give a ruling within two (2) months from the date it was seised of the matter, after duly hearing the Procureur General, the convict and/or his counsel.

SECTION 687 Where an application is dismissed, a new one may not be filed before the expiry of three (3) years unless the reason for dismissing the first one is that it was made in disregard of the time-limit provided for in section 680.

SECTION 688 (1) Where the application is granted, a note thereof shall be made on the various index cards of the criminal record. In this case, the extract of the criminal record shall no longer mention the expunged conviction.

(2) The person rehabilitated may obtain, without costs, a copy of the rehabilitation order.

(3) An extract of the order of rehabilitation shall at the instance of the Procureur General at the Court of Appeal be recorded in the margin of the decision convicting or upholding the conviction of the appellant.

ARTICLE 689 (1) a) La réhabilitation ne restitue pas de plein droit les décorations et ne réintègre pas d'office dans les ordres dont le réhabilité aurait été déchu. Les mesures de police et de sûreté frappant le condamné ne sont pas effacées.

b) Le montant des condamnations pécuniaires et confiscations versé par le réhabilité reste acquis au Trésor Public.

(2) La réhabilitation ne réintègre pas de plein droit dans les fonctions ou emplois publics, grades, offices publics ou ministériels ni ne donne lieu à reconstitution de carrière.

Toutefois, la personne réhabilitée retrouve, si elle en a été déchu, les droits suivants : puissance paternelle, droit de tutelle, droits électoraux et droit de témoigner en justice.

(3) La réhabilitation ne fait pas obstacle aux demandes de révision tendant à établir l'innocence du réhabilité.

ARTICLE 690 L'arrêt de la Cour d'Appel peut être déféré à la Cour Suprême dans les formes et délais ordinaires.

SECTION 689 (1) (a) Rehabilitation shall not as of right restore any decoration nor automatically reintegrate the person rehabilitated in any orders forfeited. Police supervisory and security measures against the convict shall remain enforceable.

(b) Amounts paid in satisfaction of pecuniary fines and confiscations from the person rehabilitated shall remain with the Public Treasury and not be refundable.

(2) Rehabilitation shall not as of right reinstate anyone in the public service or employment, rank, public or ministerial offices nor shall it give rise to any reconstitution of his career.

However, the person rehabilitated shall recover the rights which were forfeited such as parental authority, guardianship, electoral rights and the right to appear as a witness in court.

(3) Rehabilitation shall not bar an application for review of judgment with a view to establishing innocence.

SECTION 690 The judgment of the Court of Appeal may be appealed against to the Supreme Court in the prescribed manner and within the prescribed time-limit.

TITRE XIII
DE LA LIBERATION CONDITIONNELLE

CHAPITRE I
DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 691 (1) La libération conditionnelle est la mise en liberté anticipée du condamné à une peine privative de liberté, ou soumis, par la décision de condamnation, à une mesure de sûreté de même nature. Elle est accordée et révoquée par décret.

(2) Un décret fixe les conditions générales et les modalités de l'octroi et de la révocation de la libération conditionnelle.

(3) La mise en liberté anticipée du condamné, si elle n'a pas été révoquée, devient définitive à l'expiration de la durée de la peine.

CHAPITRE II
DE LA SUSPENSION DES MESURES

ARTICLE 692 Le décret de libération conditionnelle peut surseoir à l'exécution des mesures d'internement dans une maison spéciale de santé, de relégation, de surveillance et d'assistance post-pénales ou d'interdiction de l'exercice d'une profession, qui font suite à la peine principale. Cette suspension devient définitive cinq (5) ans après l'expiration de la peine principale.

PART XIII
RELEASE ON LICENCE

CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

SECTION 691 (1) Release on licence shall mean the premature release of a person sentenced to loss of liberty or subjected to a security measure of the same nature by a court decision. Both grant and revocation of such licence shall be by decree.

(2) The general conditions and detailed procedure for grant and revocation of release on licence shall be prescribed by decree.

(3) Release on licence not revoked shall become final on expiry of the term of imprisonment.

CHAPTER II
SUSPENSION OF MEASURES

SECTION 692 The decree granting release on licence may also suspend enforcement of any order of confinement in a special health establishment or of preventive confinement, or of post-penal supervision and assistance, or of banned occupation which would follow on release from the principal penalty. Such suspension shall become final five (5) years after the expiry of the principal penalty.

CHAPITRE III DES CONDITIONS D'OCTROI

ARTICLE 693 (1) La libération conditionnelle ne peut être accordée au condamné qu'après l'accomplissement de la moitié de sa peine ou de la moitié de l'ensemble des peines en cas de cumul, compte tenu, s'il échet, des mesures de grâce. Elle ne peut être accordée au récidiviste qu'après l'accomplissement des deux tiers de sa peine.

(2) La libération conditionnelle ne peut être accordée au relégué qu'après cinq (5) ans.

CHAPITRE IV DE LA REVOCATION

ARTICLE 694 (1) La libération conditionnelle peut être révoquée en cas de condamnation pour crime ou délit commis ultérieurement ou d'inobservation des conditions générales ou spéciales de la libération.

(2) En cas de révocation, le temps passé en libération conditionnelle n'est pas imputé sur le reste de la peine à subir.

CHAPTER III CONDITIONS FOR GRANT

SECTION 693 (1) Release on licence from a principal penalty may not be granted before service of half of the sentence, or of the aggregate of consecutive sentences, regard being had to remissions, if any. Where there are previous convictions, the convict may not be released before service of two thirds of the sentence or sentences.

(2) Release on licence from preventive confinement may not be granted before service of five (5) years of the sentence.

CHAPTER IV REVOCATION

SECTION 694 (1) Release on licence may be revoked on conviction for felony or misdemeanour later committed or for breach of any of the general or special conditions of the licence.

(2) In case of revocation, the period of liberty shall not be counted in the duration of the sentence.

TITRE XIV DES CRIMES ET DELITS COMMIS A L'ETRANGER

ARTICLE 695 (1) a) Les juridictions camerounaises sont compétentes pour juger tout camerounais ou résident qui, hors du territoire national, s'est rendu coupable, comme auteur, co-auteur ou complice d'un fait qualifié crime ou délit par la loi camerounaise, à condition qu'il soit punissable par la loi du lieu de commission.

b) Toutefois, l'action publique ne peut être mise en mouvement autrement que par le Ministère Public, à la suite d'une plainte de la victime de l'infraction ou d'une dénonciation officielle au Gouvernement de la République par le Gouvernement du pays où le fait a été commis.

(2) Les dispositions du présent article sont applicables au camerounais qui n'a acquis cette qualité que postérieurement au fait qui lui est imputé.

ARTICLE 696 (1) Quiconque, sur le territoire national s'est rendu complice d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger, a conspiré sa commission, ou a tenté de le commettre, peut être poursuivi et jugé au Cameroun suivant la loi camerounaise, si le fait principal est puni à la fois par la loi étrangère et par la loi camerounaise, et à la condition que l'existence du fait principal ait été établie par une décision définitive émanant d'une juridiction étrangère compétente.

PART XIV FELONIES AND MISDEMEANOURS COMMITTED ABROAD

SECTION 695 (1) (a) Cameroonian courts shall have jurisdiction to try any Cameroonian national or any resident who either as a principal or accessory, has committed abroad any offence considered to be a felony or misdemeanour by the laws of Cameroon, on condition that it is punishable by the law of the place of commission.

(b) However criminal proceedings shall be instituted only by the Legal Department and only after a complaint by the victim or an official request to the Government of the Republic of Cameroon by the Government of the place of commission of the offence.

(2) This section shall apply to persons of Cameroon nationality who acquired their citizenship after the alleged offence.

SECTION 696 (1) Any person in Cameroon who commits a felony or a misdemeanour abroad or has been an accessory to such an offence or attempted to commit it, may be prosecuted and tried in Cameroon in accordance with the laws of Cameroon, if the principal offence is punishable both by Cameroon law and by the law of the place of commission, and on condition that the existence of the principal offence has been established by a final decision emanating from a competent foreign court.

(2) Peut également être poursuivi et jugé au Cameroun, quiconque s'est rendu complice à l'étranger d'un crime ou d'un délit commis dans le territoire de la République du Cameroun.

ARTICLE 697 Est entachée de nullité d'ordre public toute poursuite intentée en application des articles 696 et 697 qui précèdent si :

- a) les conditions de l'article 695 (1) (b) ne sont pas réunies ;
- b) l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement pour les mêmes faits à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a, conformément aux lois de l'Etat où il a été condamné, exécuté sa peine, ou que celle-ci est prescrite, ou qu'il a bénéficié d'une mesure de grâce;
- c) l'action publique est prescrite ou éteinte par amnistie ou de toute autre manière au regard de la loi de l'Etat où les faits ont été commis, ou serait prescrite ou éteinte au regard de la loi camerounaise si les faits avaient été commis au Cameroun.

ARTICLE 698 Les poursuites peuvent être exercées soit devant le Tribunal du lieu où réside la personne poursuivie, soit devant le Tribunal du lieu de sa dernière résidence connue au Cameroun.

Toutefois, la Cour Suprême peut, sur requête du Procureur Général, ordonner le renvoi de l'affaire devant une autre juridiction dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice.

(2) Any person who has been an accessory abroad to any felony or misdemeanour committed in the Republic of Cameroon may be prosecuted in Cameroon.

SECTION 697 Any proceedings instituted in pursuance of the provisions of sections 695 and 696 above shall be null and void where :

- (a) the conditions of section 695 (1) (b) are not fulfilled;
- (b) the defendant is able to show that he was tried for the same offence abroad and that the judgment of the court was final and further more that any sentence passed on him was served or time-barred or that he was granted a pardon ;
- (c) prosecution is time-barred or has been expunged by amnesty or by other means pursuant to the laws of the country where the offence was committed or would have been prescribed or expunged in accordance with the laws of Cameroon, had the offence been committed in Cameroon.

SECTION 698 Action may be taken either before the competent court in the place where the accused resides, or before the competent court in his last known place of abode in Cameroon.

Notwithstanding the foregoing, the Supreme Court, acting on the request of the Procureur General, may order the case to be transferred to another jurisdiction in the interest of justice.

ARTICLE 699 Est réputée commise au Cameroun :

- a) toute infraction dont un acte caractérisant un des éléments constitutifs a été commis sur le territoire de la République du Cameroun ;
- b) toute infraction de contrefaçon ou altération du sceau de la République du Cameroun ou de monnaie ayant cours légal sur son territoire ;
- c) toute infraction à la législation sur les stupéfiants, les substances psychotropes et les précurseurs ;
- d) toute infraction à la législation sur les déchets toxiques ;
- e) toute infraction à la législation sur le terrorisme ;
- f) toute infraction à la législation sur le blanchiment des capitaux.

SECTION 699 An offence shall be considered as having been committed in Cameroon :

- (a) where one of the ingredients of the offence was committed in the Republic of Cameroon;
- (b) where it is an offence of fraudulently changing the seal of the Republic of Cameroon or any counterfeiting of currency being legal tender in Cameroon ;
- (c) where it is an offence against the law relating to narcotic drugs, psychotropic substances and precursors ;
- (d) where it is an offence against the law relating to toxic wastes ;
- (e) where it is an offence against the law relating to terrorism;
- (f) where it is an offence against the law relating to money laundering.

TITRE XV
DE LA POURSUITE ET DU JUGEMENT
DES MINEURS

CHAPITRE I
DE LA MISE EN MOUVEMENT DE
L'ACTION PUBLIQUE

ARTICLE 700 (1) L'information judiciaire est obligatoire en matière de crime et de délit commis par les mineurs de dix-huit (18) ans.

(2) Lorsqu'un crime ou un délit est reproché à un mineur de dix-huit (18) ans, l'information est faite selon les règles de droit commun, sous réserve des dispositions ci-après.

(3) Sauf en matière de contravention, le mineur ne peut être poursuivi par voie de citation directe.

(4) Le Procureur de la République ou le Juge d'Instruction avise les parents, tuteur ou gardien du mineur des poursuites engagées contre celui-ci.

ARTICLE 701 (1) Le Juge d'Instruction effectue toutes diligences et investigations utiles à la connaissance de la personnalité du mineur.

PART XV
PROSECUTION AND TRIAL
OF JUVENILES
CHAPTER I
INSTITUTION OF PROSECUTION

SECTION 700 (1) A preliminary inquiry shall be compulsory for a felony or a misdemeanour committed by minors aged less than eighteen (18) years.

(2) Where a minor aged less than eighteen (18) years is accused of committing a felony or misdemeanour, preliminary inquiry shall be carried out in accordance with the rules of ordinary law subject to the provisions of this part:

(3) Except in the case of a simple offence, an infant shall not be prosecuted by direct summons.

(4) The State Counsel or the Examining Magistrate shall inform the parents, guardian or custodian of the infant that proceedings have been instituted against the minor.

SECTION 701 (1) The Examining Magistrate shall carry out all measures of investigation necessary to reveal the personality of the minor.

(2) a) Il peut notamment ordonner une enquête sociale sur la situation matérielle et morale de la famille, le caractère et les antécédents du mineur, sa fréquentation scolaire, son comportement ainsi que sur les conditions dans lesquelles il a été élevé.

b) Il charge de cette enquête le service social ou, à défaut, toute autre personne qualifiée.

(3) Le Juge d'Instruction peut ordonner un examen médical et, s'il y a lieu, un examen médico psychologique.

(4) Il peut, par ordonnance motivée, décider le placement du mineur dans un centre d'accueil ou dans un centre d'observation.

ARTICLE 702 (1) Le Juge d'Instruction peut confier la garde du mineur à :

- a) ses parents, tuteur, gardien ou toute autre personne digne de confiance;
- b) un centre d'accueil ou d'observation;
- c) une institution spécialisée;
- d) un établissement de formation professionnelle ou de soins.

(2) (a) He may, in particular, order a social investigation into the material and moral situation of the family of the minor, his character and antecedents, his attendance at school and general behaviour, and the conditions of his up-bringing.

(b) He shall entrust the investigation to the social welfare service or failing this, to any other qualified person.

(3) The Examining Magistrate may order a medical examination and any psychiatric tests, if need be.

(4) He may, by a reasoned ruling, decide to place the minor in a welfare reception centre or in an observation centre.

SECTION 702 (1) The Examining Magistrate may entrust the custody of a minor to:

- (a) his parents, guardian, custodian or any other trustworthy person;
- (b) a welfare centre or an observation home;
- (c) any specialized institution;
- (d) a vocational training or health centre.

(2) L'ordonnance de mise sous garde du mineur est toujours motivée. Elle en précise la durée, qui expire au plus tard à la date du jugement.

(3) La mesure de garde du mineur est prise dans l'intérêt supérieur de celui-ci et peut être révoquée ou révisée à tout moment.

ARTICLE 703 (1) A défaut d'acte de naissance, l'âge est déterminé par un médecin, qui délivre un certificat médical d'âge apparent.

(2) Lorsque seule l'année de naissance d'une personne est connue, celle-ci est présumée née le 31 décembre de ladite année.

CHAPITRE II DE LA DETENTION PROVISoire DES MINEURS

ARTICLE 704 Le mineur de douze (12) à quatorze (14) ans ne peut faire l'objet d'un mandat de détention provisoire qu'en cas d'assassinat, de meurtre ou de coups mortels.

ARTICLE 705 Le mineur de quatorze (14) à dix-huit (18) ans ne peut faire l'objet d'un mandat de détention provisoire que si cette mesure paraît indispensable.

(2) Any order to place a minor in one of the institutions mentioned in sub-section (1) shall always state the reasons for the custody and shall specify the duration thereof not to exceed the date when judgment is delivered.

(3) Measures of custody of a minor shall be taken in the best interest of the minor, and may be cancelled or changed at any time.

SECTION 703 (1) In the absence of a birth certificate of the infant, his age shall be determined by a medical officer who shall issue a medical certificate of apparent age.

(2) Where only the year of birth of a person is known, he shall be presumed to have been born on the 31st day of December of that year.

CHAPTER II TEMPORARY DETENTION OF JUVENILES

SECTION 704 A minor of twelve (12) to fourteen (14) years of age shall not be remanded in custody, except when he is accused of capital murder or of assault occasioning death.

SECTION 705 A minor aged between fourteen (14) and eighteen (18) may be remanded in custody only if this measure is considered indispensable.

ARTICLE 706 (1) Le mineur ne peut être détenu que dans :

- un établissement de rééducation ;
- un quartier spécial d'une prison habilitée à accueillir des mineurs.

(2) A défaut d'un établissement de rééducation ou de quartier spécial, le mineur peut être détenu dans une prison pour majeurs mais doit être séparé de ceux-ci.

ARTICLE 707 En cas de transfèrement de mineurs, de comparution devant le Juge d'Instruction ou devant le Tribunal, des dispositions doivent être prises pour empêcher tout contact avec des détenus majeurs ou avec le public.

ARTICLE 708 Lorsqu'un mineur est laissé en liberté, le Juge d'Instruction ou le Tribunal peut exiger :

- son engagement écrit de bien se conduire et de comparaître chaque fois qu'il en sera requis ;
- l'engagement sous caution des père, mère, tuteur ou gardien du mineur, de garantir sa représentation en justice ;
- l'engagement sur parole de toute personne digne de confiance, de garantir sa représentation en justice.

SECTION 706 (1) Infants shall be detained only in:

- a Borstal institution;
- a special section of a prison meant for the detention of minors.

(2) Where there is no Borstal institution or special section of a prison, the infant may be detained in a prison for adults but must be separated from them.

SECTION 707 Where minors are being transferred, or when they are brought before an Examining Magistrate or before the court, steps shall be taken to prevent any contact with adult detainees, or with the public.

SECTION 708 When an infant is released on bail, the Examining Magistrate or the court may require:

- a written undertaking binding him over to be of good behaviour and to appear at any time when he is required to do so;
- a recognizance entered into by his father, mother, guardian or custodian to guarantee his appearance in court when so required;
- an oral engagement by any person worthy of trust, guaranteeing the minor's appearance in Court.

CHAPITRE III
DE LA COMPOSITION DU TRIBUNAL DE
PREMIERE INSTANCE STATUANT EN MATIERE
DE DELINQUANCE JUVENILE

ARTICLE 709 (1) Le Tribunal de Première Instance statuant en matière de délinquance juvénile est composé :

- d'un magistrat du siège, Président ;
- de deux assessseurs, membres ;
- d'un représentant du Ministère Public ;
- d'un greffier.

(2) Les assessseurs titulaires et suppléants sont nommés pour deux (2) ans par acte conjoint des Ministres chargés respectivement de la Justice et des Affaires Sociales. Ils sont choisis parmi les personnes de l'un ou de l'autre sexe, âgées de trente (30) ans au moins, de nationalité camerounaise et connue pour l'intérêt qu'elles portent aux questions de l'enfance ou pour leur compétence en la matière.

(3) Avant d'entrer en fonction, les assessseurs titulaires et suppléants prêtent serment devant le Tribunal de Première Instance, de bien et loyalement remplir leurs fonctions et de garder scrupuleusement le secret des délibérations.

(4) Il est dressé procès-verbal de cette prestation de serment.

CHAPTER III
COMPOSITION OF THE COURT OF FIRST INSTANCE
SITTING IN CASES OF JUVENILE DELINQUENCY

SECTION 709 (1) The Court of First Instance sitting in cases of juvenile delinquency shall comprise:

- a magistrate of the bench, President;
- two Assessors, members;
- a Representative of the Legal Department;
- a Registrar.

(2) Assessors and alternate assessors shall be appointed for a term of two (2) years by a joint decision of the Ministers in charge of Justice and of Social Affairs. They shall be chosen from among persons of both sexes of Cameroonian nationality aged thirty (30) years at least, and who are known for the interest they take in matters affecting juveniles or for their competence in that field.

(3) Prior to assuming their duties, they shall take oath before the Court of First Instance to be true and loyal in the discharge of their duties and scrupulously keep the secrets of deliberations.

(4) A report on the oath-taking shall be made.

ARTICLE 710 Les assesseurs ont voix délibérative sur les peines et les mesures à prononcer contre le mineur.

Ils sont consultés sur toutes les autres questions.

ARTICLE 711 Lorsque dûment convoqués, les assesseurs ne se présentent pas, le Président, après avoir constaté leur carence, siège seul ; mention du tout est faite dans le jugement.

ARTICLE 712 Il est tenu au greffe du Tribunal de Première Instance, un registre spécial dans lequel sont mentionnées toutes les décisions concernant les mineurs de dix-huit (18) ans.

CHAPITRE IV **DE LA COMPETENCE**

ARTICLE 713 Le Tribunal de Première Instance statuant en matière de délinquance juvénile est compétent pour connaître de tous les crimes, délits et contraventions commis par le mineur âgé de plus de dix (10) ans et de moins de dix-huit (18) ans. Toutefois, lorsqu'il existe des complices ou co-auteurs majeurs, la juridiction de droit commun est seule compétente.

SECTION 710 Assessors shall have the right to deliberate and vote on the sentences and measures to be taken against the infant.

They shall be consulted on all other issues.

SECTION 711 Where the assessors who are duly summoned fail to be present, the President shall, after ascertaining their absence, sit alone and mention of this fact shall be made in the judgment.

SECTION 712 A special register shall be kept in the registry containing all decisions relating to infants of less than eighteen (18) years.

CHAPTER IV **JURISDICTION**

SECTION 713 The Court of First Instance sitting in cases of juvenile delinquency shall have jurisdiction to try all felonies, misdemeanours and simple offences committed by minors aged more than ten (10) years but less than eighteen (18) years of age. However, where there are accomplices or co-offenders who are adults, only the ordinary law courts shall have jurisdiction to hear the case.

ARTICLE 714 Est compétent, le Tribunal :

- du lieu de la commission de l'infraction ;
- du domicile du mineur ou de ses parents, tuteur ou gardien;
- du lieu où le mineur aura été trouvé ;
- du lieu où le mineur a été placé à titre provisoire ou définitif.

ARTICLE 715 Les dispositions de l'article 59 ci-dessus sont applicables à la poursuite des mineurs.

ARTICLE 716 Lorsque le mineur est impliqué dans la même cause qu'une ou plusieurs personnes majeures, l'information judiciaire est faite suivant les règles du droit commun, sous réserve des dispositions des articles 701 et suivants du présent code.

CHAPITRE V **DU JUGEMENT**

ARTICLE 717 Le Tribunal ne prend connaissance du dossier social établi conformément aux dispositions de l'article 702 (2) qu'après la déclaration de culpabilité.

ARTICLE 718 (1) Le Président du Tribunal explique au mineur, dans un langage simple, la substance de l'infraction qui lui est reprochée. Ensuite, il lui demande s'il reconnaît en être l'auteur ou y avoir participé.

SECTION 714 The following courts shall have jurisdiction to try minors :

- the court of the place where the offence is committed;
- the court of the place of residence of his parents, custodian or guardian ;
- the court of the place where the minor has been found;
- the court of the place where the minor has been placed permanently or provisionally.

SECTION 715 The provisions of section 59 above shall be applicable in cases of prosecution of minors.

SECTION 716 Where an infant is involved in the same case as one or more adults, the preliminary inquiry shall be carried out in conformity with the rules of ordinary law, subject to the provisions of sections 701 and following of this code.

CHAPTER V **TRIAL**

SECTION 717 The court shall take cognizance of the social welfare report drawn up in accordance with section 702 (2) only after the infant has been found guilty.

SECTION 718 (1) The presiding magistrate shall explain to the minor in simple language the nature of the charges brought against him. Then, he shall enquire whether he admits the commission of the offence either as a principal or accessory.

(2) Quelle que soit la réponse, le Tribunal doit :

- entendre les dépositions des témoins ;
- permettre au mineur ou à ses représentants de poser toute question nécessaire aux témoins ;
- entendre toute déclaration que voudrait faire le mineur ; dans ce cas, il incombe au Président de poser, aux témoins et éventuellement au mineur, les questions qu'il juge utiles.

SECTION I DU JUGEMENT CONTRADICTOIRE

ARTICLE 719 (1) Le Tribunal de Première Instance statuant en matière de délinquance juvénile applique la procédure de droit commun, sous réserve des dispositions des articles 721 et suivants.

(2) Le mineur doit être assisté d'un avocat ou de toute autre personne qualifiée dans la protection des droits de l'enfant.

(3) Si le mineur n'a pas de conseil, il lui en est désigné un d'office, par le Tribunal.

(4) Lorsque le conseil du mineur, convoqué par tout moyen laissant trace écrite, ne se présente pas deux fois de suite à l'audience et ne justifie pas son absence, le Tribunal désigne d'office un autre conseil. Mention du tout est faite au plumeitif d'audience et dans le jugement.

(2) Irrespective of the infant's reply, the court shall:

- hear the testimonies of witnesses;
- enable the minor or his representatives to put relevant questions to the witnesses;
- hear any statement the minor himself may wish to make, in which case the presiding magistrate shall put questions to the witnesses, or to the minor as he deems fit.

SUB-CHAPTER I FULL TRIAL

SECTION 719 (1) The Court of First Instance sitting in cases of juvenile delinquency shall apply the procedure applicable in ordinary courts subject to the provisions of sections 721 and following.

(2) A minor shall be assisted by counsel or by any other person who is a specialist in the protection of children's rights.

(3) Where the minor has no counsel, the court shall, of its own motion, assign one to him.

(4) Where the minor's counsel, who has been summoned by all means with written proof, does not attend two consecutive court sessions, the court shall assign another counsel. Mention of this fact shall be made in the record book and in the judgment.

ARTICLE 720 (1) A peine de nullité du jugement à intervenir, le huis clos est obligatoire devant toute juridiction appelée à connaître d'une affaire dans laquelle un mineur est impliqué.

(2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1^{er}, sont seuls admis à assister aux débats : les parents, tuteur, avocats, représentants des services ou institutions s'occupant des problèmes de l'enfance et des délégués à la liberté surveillée.

Toutefois, le Président peut :

- a) autoriser les représentants des organisations de protection des droits de l'homme et de l'enfant à assister aux débats ;
- b) lire le dossier social établi conformément aux dispositions de l'article 701 et poser au mineur, à ses parents, à son tuteur ou à son gardien toutes questions qui en découlent.

(3) Le Président peut, à tout moment, ordonner que le mineur se retire pendant tout ou partie de la suite des débats. Il peut en outre ordonner aux témoins de se retirer après leur audition.

SECTION 720 (1) Under pain of the trial being declared a nullity, the hearing of any matter in which a juvenile is implicated shall be in camera.

(2) Notwithstanding the provisions of subsection (1), the only persons entitled to attend the hearing shall be the parents, the infant's custodian or guardian as well as the witnesses, counsel, the representatives of services or institutions dealing with problems relating to children and probation officers.

However the presiding magistrate may:

- (a) authorize the presence of the representatives of organizations responsible for the protection of human rights and the right of the child at the hearing ;
- (b) read out the statement of the social welfare officer drawn up pursuant to section 701 and put any question relevant to this information either to the infant himself or to his parents or guardian.

(3) The Presiding magistrate may, at any time, request the infant to withdraw during all or part of the rest of the hearing. He may likewise order the witnesses to withdraw after giving evidence.

ARTICLE 721 (1) Le Tribunal ne peut surseoir à statuer que dans les cas suivants :

- a) s'il n'a pu établir l'âge exact du mineur ;
- b) s'il estime devoir ordonner un examen médical, médico-psychologique ou une enquête complémentaire ;
- c) s'il juge nécessaire d'accorder une période d'épreuve.

(2) Le jugement est rendu en audience publique, en présence du mineur. Il peut être publié, à condition toutefois que le nom du mineur ne puisse être indiqué, même par initiales, et qu'aucun renseignement personnel ou familial le concernant ne soit précisé, sous peine des sanctions prévues à l'article 198 du Code Pénal.

ARTICLE 722 Le Tribunal peut ordonner la restitution des biens ou objets placés sous main de justice.

SECTION II DU JUGEMENT PAR DEFAUT

ARTICLE 723 (1) Lorsqu'un mineur est en fuite ou a disparu, le Tribunal peut ordonner toutes mesures tendant à s'assurer de sa personne. Il peut notamment, par décision motivée, ordonner que le mineur soit conduit et retenu dans un centre pénitentiaire, dans les conditions prévues au présent titre.

SECTION 721 (1) The court shall not stay the trial except in the following cases:

- (a) where the minor's age cannot be ascertained;
- (b) where it is deemed necessary to proceed to a further medical examination, medico psychological or further inquiry;
- (c) if it is deemed necessary to fix an observation period.

(2) Judgment shall be pronounced at a public hearing in the presence of the minor and may be published provided that no mention be made of the minor's name or initials and that no personal or family particulars be disclosed concerning him, under pain of the penalties provided for in section 198 of the Penal Code.

SECTION 722 The court may also order the restitution of any goods or chattels impounded by law.

SUB-CHAPTER II JUDGMENT IN DEFAULT

SECTION 723 (1) Where a minor has absconded or disappeared, the court may order any measures which it deems necessary to ensure the appearance of the infant in court. It may in particular, by a reasoned decision, order that the infant be brought and detained in a prison subject to the conditions provided for in this section.

(2) Le mineur doit comparaître dans le plus bref délai, devant le Tribunal qui a rendu la décision visée à l'alinéa (1).

(3) Si le mineur ne peut être retrouvé et que les intérêts des tiers nécessitent le jugement de l'affaire, le Tribunal statue par défaut.

CHAPITRE VI DES MESURES ET PEINES APPLICABLES

ARTICLE 724 Si le mineur âgé de quatorze (14) ans ou moins est déclaré coupable, le Tribunal doit lui adresser une admonestation avant de prononcer l'une des mesures suivantes :

- a) l'attribution de sa garde à ses parents, tuteur, gardien ou à toute autre personne digne de confiance ;
- b) la liberté surveillée ;
- c) le placement dans un établissement de formation professionnelle ou de soins ;
- d) le placement dans une institution spécialisée ;
- e) l'engagement préventif.

ARTICLE 725 (1) Si le mineur de plus de quatorze (14) ans et de moins de dix-huit (18) ans est déclaré coupable, le Tribunal, par décision motivée :

(2) The minor shall appear at the earliest possible date before the court which made the decision referred to in sub-section (1).

(3) Where the minor cannot be found and the interest of third parties requires that the matter be adjudicated upon, the minor shall be tried in absentia.

CHAPTER VI APPLICABLE MEASURES AND PENALTIES

SECTION 724 If a minor aged fourteen (14) years or less is found guilty, the court shall admonish him before ordering one of the following measures:

- (a) entrusting the infant to the custody of his parents, guardian, custodian or to any trustworthy person;
- (b) placing him on probation;
- (c) placing him in a vocational or health centre;
- (d) placement in a specialised institution;
- (e) requiring him to enter into a preventive recognizance.

SECTION 725 (1) Where a minor aged more than fourteen (14) years but less than eighteen (18) years is found guilty, the court shall, by a reasoned decision :

- a) prononce une peine dans les conditions prévues aux articles 80 (3) et 87 du Code Pénal ;
- b) ordonne l'une des mesures prévues à l'article 724.

(2) a) Lorsqu'une peine d'emprisonnement ferme est prononcée, elle ne peut être assortie que de la mesure de liberté surveillée.

- b) La mesure de liberté surveillée prend effet au terme de la peine d'emprisonnement.

ARTICLE 726 (1) Lorsqu'une des mesures prévues aux articles 724 et 725 a été décidée, le jugement ordonne le placement du mineur pour tout le temps nécessaire à son éducation, jusqu'à sa majorité civile.

(2) Un mineur est censé, pendant qu'il se trouve placé dans une institution habilitée ou qu'il est en permission accordée par le Directeur de ladite institution, être légalement détenu. S'il s'évade ou ne réintègre pas l'institution, mandat d'arrêt est décerné contre lui, et il est ramené à l'institution.

(3) Le Tribunal peut, avant de décider au fond, ordonner la mise en liberté surveillée à titre provisoire, pour une période d'épreuve dont il fixe la durée.

ARTICLE 727 Les décisions des juridictions statuant en matière de délinquance juvénile sont dispensées du droit de timbre et enregistrées gratis.

- (a) pass sentence in accordance with the provisions of sections 80 (3) and 87 of the Penal Code;
- (b) order one of the measures provided under section 724 above.

(2) (a) In the case of a non-suspended term of imprisonment, only probation may be ordered in addition.

- (b) The probation order shall take effect after the term of imprisonment has been served.

SECTION 726 (1) When one of the measures provided for in sections 724 and 725 has been decided upon, the judgment delivered shall place the infant in custody for such a period as is necessary for his education, until he attains civil majority.

(2) Any minor placed in an authorized institution or granted leave of absence by the director thereof, shall be deemed to be in a state of legal detention and shall be arrested by warrant in the event of escape and sent back to the institution.

(3) The court may, before a decision on the merits, order provisional probation for a particular length of time as an observation period.

SECTION 727 All judgments delivered by courts sitting in cases of juvenile delinquency shall be exempted from stamp duty and shall be registered free of charge.

ARTICLE 728 Des textes réglementaires déterminent les modalités de remboursement des frais d'entretien, de rééducation et de surveillance des mineurs confiés à des personnes, services ou institutions.

CHAPITRE VII DES CONTRAVENTIONS

ARTICLE 729 (1) Si une contravention est établie contre un mineur de quatorze (14) à dix-huit (18) ans, le Tribunal adresse une réprimande simple au mineur ainsi qu'à ses parents, gardien ou tuteur, et les avertit des conséquences de la récidive. Cette réprimande est inscrite dans un registre spécial.

(2) Si le mineur ne comparaît pas, la réprimande qui doit lui être adressée est notifiée par lettre recommandée destinée, suivant le cas, à ses parents, son gardien ou son tuteur. Elle contient le même avertissement sur les conséquences de la récidive.

(3) En cas de récidive, les mesures et peines prévues aux articles 725 et 726 lui sont appliquées.

(4) Si le Tribunal estime utile de prescrire une mesure de surveillance, il ordonne que le mineur soit placé sous le régime de la liberté surveillée.

SECTION 728 The methods for the reimbursement of maintenance, re-education and supervisory expenses for minors entrusted to persons, institutions or services shall be laid down by statutory instruments.

CHAPTER VII SIMPLE OFFENCES

SECTION 729 (1) Where a minor aged fourteen (14) to eighteen (18) years is found guilty of a simple offence, the court shall reprimand the minor as well as his parents, guardian or custodian and shall warn them of the consequences of its re-commission. This reprimand is entered into a special register.

(2) Where the minor fails to appear in court, the reprimand which is destined for him shall be served on his parents, guardian or custodian, as the case may be, by registered letter. The letter shall also contain a warning of the consequences of its re-commission.

(3) In case of a previous conviction, the measures and penalties provided for under sections 725 and 726 shall be applicable to the minor.

(4) If the court deems it necessary to apply a measure of judicial supervision, it shall order that the infant be placed on probation.

CHAPITRE VIII

DE LA LIBERTE SURVEILLEE DU MINEUR

ARTICLE 730 La liberté surveillée du mineur est le régime sous lequel il est remis à ses parents, tuteur ou gardien et suivi par des agents spécialisés appelés délégués à la liberté surveillée. Elle consiste en des mesures d'assistance, de protection, de surveillance et d'éducation.

ARTICLE 731 (1) La rééducation du mineur placé en liberté surveillée est assurée, sous l'autorité du Président du Tribunal de Première Instance, par des délégués permanents et par des délégués bénévoles à la liberté surveillée.

(2) Les délégués permanents sont nommés par arrêté conjoint du Ministre chargé de la Justice et du Ministre chargé des Affaires Sociales. Ils ont pour mission de diriger et de coordonner l'action des délégués bénévoles. Ils assurent en outre la rééducation des mineurs que le Tribunal leur confie spécialement.

ARTICLE 732 Le délégué bénévole est désigné, soit dans le jugement, soit par ordonnance du Président du Tribunal de Première Instance. Il adresse à ce dernier un rapport sur le déroulement de sa mission suivant la périodicité fixée dans le jugement ou l'ordonnance, et chaque fois que les circonstances l'exigent.

CHAPTER VIII

PROBATION OF THE JUVENILE

SECTION 730 The probation of a juvenile shall be a measure whereby an infant is entrusted to his parents, guardian or custodian and is supervised by specially trained persons known as probation officers. Probation shall consist of means of support, protection, supervision and education.

SECTION 731 (1) The re-education of infants placed on probation shall be entrusted to regular and voluntary probation officers acting under the authority of the President of the Court of First Instance.

(2) Regular probation officers shall be appointed by a joint order of the Minister in charge of Justice and Minister in charge of Social Affairs. They shall be responsible for directing and coordinating the action of voluntary probation officers and for re-educating infants specially entrusted to their care by the court.

SECTION 732 A voluntary probation officer shall be designated either in the judgment or by order of the President of the Court of First Instance. He shall submit a report to the President of the court on his mission according to the calendar fixed in the judgment or order and each time the circumstance so warrants.

ARTICLE 733 Les parents, tuteur ou gardien du mineur placé sous le régime de la liberté sont tenus de :

- a) surveiller, protéger, assister et éduquer le mineur ;
- b) s'abstenir d'entraver, de quelque manière que ce soit, le déroulement de la mission du délégué à la liberté surveillée ;
- c) présenter le mineur au Président du Tribunal suivant la périodicité fixée dans le jugement ou l'ordonnance.

ARTICLE 734 En cas de décès, maladie grave, changement de domicile ou absence non autorisée du mineur, ses parents, tuteur ou gardien doivent, sans délai, en informer le délégué à la liberté surveillée.

ARTICLE 735 (1) En cas de violation de l'une des obligations prévues à l'article 733, le Président du Tribunal peut, après avis du Ministère Public, imposer aux parents, tuteur ou gardien, un engagement, le cas échéant, avec des garants solvables, à payer, s'il y a de nouvelles violations, une somme d'argent dont le montant est fixé en fonction des possibilités financières de l'engagé ou de ses garants.

- (2) La somme d'argent fixée est payée entre les mains du Greffier en Chef du Tribunal de Première Instance.

ARTICLE 736 Les dispositions des articles 557 et suivants relatives à la contrainte par corps ne sont pas applicables aux mineurs.

SECTION 733 The parents, guardian or custodian of an infant placed on probation shall be bound to:

- (a) supervise, protect, educate and support the minor;
- (b) abstain from any act whatsoever likely to impede the work of the probation officer;
- (c) present the minor to the President of the court according to the calendar fixed in the judgment or order.

SECTION 734 In the event of death, serious illness, change of address or unauthorized absence of the minor, his parents, guardian or custodian shall inform the probation officer without delay.

SECTION 735 (1) In the event of infringement of one of the obligations provided for under section 733, the President of the court may, after receiving the opinion of the Legal Department, order the parents, guardian or custodian of the infant, to enter into a recognizance, and, if necessary, with viable sureties, to pay an amount of money in case of a fresh infringement. The said amount shall be fixed taking into consideration the financial situation of the parent, guardian, custodian or sureties.

- (2) The sum thus fixed shall be paid to the Registrar-in-Chief of the Court of First Instance.

SECTION 736 The provisions of sections 557 and following, of this code relating to imprisonment in default of payment shall not apply to infants.

CHAPITRE IX

DE LA REVISION DES MESURES DE SURVEILLANCE

ARTICLE 737 (1) Les mesures ordonnées à l'égard d'un mineur délinquant en vertu de l'article 724 peuvent être révisées à tout moment, à la requête du Ministère Public, du mineur, des parents, du tuteur, du gardien ou du délégué à la liberté surveillée.

de révision :

(2) Sont compétents pour connaître de toute demande

- a) le Tribunal ayant initialement statué ;
- b) le Tribunal du domicile des parents du mineur ou de son tuteur, ou du gardien, ou du délégué à la liberté surveillée.

CHAPITRE X

DES VOIES DE RECOURS

ARTICLE 738 (1) Les décisions du Tribunal de Première Instance statuant en matière de délinquance juvénile sont susceptibles d'opposition, d'appel ou de pourvoi, dans les formes et délais prévus par le présent Code.

Toutefois, ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif sur les mesures prononcées à l'encontre du mineur.

CHAPTER IX

REVIEW OF PROBATION MEASURES

SECTION 737 (1) All measures taken against juveniles by virtue of the provisions of section 724 may be reviewed at any time at the request of the Legal Department, the infant himself, his parents, guardian, custodian or the probation officer.

(2) The following shall have jurisdiction to entertain an application for review:

- (a) the court which pronounced the initial decision ;
- (b) the court of the place where the parents, guardian or custodian of the infant reside.

CHAPTER X

SETTING ASIDE OF JUDGMENTS IN DEFAULT AND APPEALS

SECTION 738 (1) A judgment of the Court of First Instance sitting in cases of juvenile delinquency is subject to an application to set aside, or to an appeal to the Court of Appeal or to the Supreme Court in the manner and within the time-limits provided in this code.

However, appeals shall not stay the execution of any measures pronounced against a minor.

(2) Les procédures de droit commun de l'opposition, de l'appel et du pourvoi en cassation sont applicables aux jugements et arrêts intervenus à l'égard des mineurs.

(3) Les voies de recours peuvent être exercées sans mandat par les parents, tuteur, gardien, conseil ou délégué à la liberté surveillée.

CHAPITRE XI **DE LA COUR D'APPEL STATUANT EN MATIERE DE DELINQUANCE JUVENILE**

ARTICLE 739 L'appel des décisions du Tribunal de Première Instance est porté devant la Cour d'Appel statuant en matière de délinquance juvénile.

ARTICLE 740 (1) La Cour d'Appel statuant en matière de délinquance juvénile est composée:

- d'un magistrat du siège. Président;
- de deux assessseurs, membres;
- d'un représentant du Ministère Public ;
- d'un greffier.

(2) Les dispositions des articles 710 à 712 sont applicables devant la Cour d'Appel.

(2) Ordinary law procedure in respect of applications to set aside and of appeals shall be applicable to judgments passed against minors.

(3) Appeals may be lodged by the parents, the guardian, custodian, counsel or probation officer without any power of attorney.

CHAPTER XI **COURT OF APPEAL SITTING ON CASES OF JUVENILE DELINQUENCY**

SECTION 739 Appeals against judgments of the Court of First Instance shall be brought before the Court of Appeal sitting on cases of juvenile delinquency.

SECTION 740 (1) The Court of Appeal sitting in cases of juvenile delinquency, shall be composed of:

- a President, who shall be a magistrate of the bench;
- two Assessors, members;
- a representative of the Legal Department; and
- a Registrar.

(2) The provisions of sections 710 to 712 shall be applicable before the Court of Appeal.

CHAPITRE XII DU CASIER JUDICIAIRE POUR MINEURS

ARTICLE 741 (1) Toute décision prononcée à l'encontre d'un mineur en application des articles 725 et 726 fait l'objet d'une fiche de casier judiciaire.

(2) Les dispositions des articles 573 à 583 sont applicables. Toutefois, la mention des condamnations prononcées à l'encontre d'un mineur n'est inscrite que sur les extraits du casier judiciaire délivrés aux magistrats et aux administrations publiques.

CHAPITRE XIII DES FRAIS OCCASIONNES PAR LES MESURES DE PROTECTION DES MINEURS

ARTICLE 742 (1) Les frais de transport et de déplacement engagés par les délégués permanents et les délégués bénévoles à la liberté surveillée, dans l'exécution de leur mission, leur sont remboursés au titre des frais de justice criminelle.

(2) Sont également payés comme frais de justice criminelle, les honoraires dus aux conseils commis d'office.

ARTICLE 743 Dans tous les cas où le mineur est remis à titre provisoire ou à titre définitif à une personne autre que son père, sa mère ou son tuteur, ou à une personne autre que celle qui en avait la garde ou à une institution, la décision doit déterminer la part des frais d'entretien mensuel et de déplacement qui est mise à la charge de la famille. Ces frais sont recouvrés comme frais de justice criminelle, au profit du Trésor Public.

CHAPTER XII CRIMINAL RECORD IN RESPECT OF JUVENILES

SECTION 741 (1) All judgments delivered against minors pursuant to sections 725 and 726 shall be entered in the criminal record.

(2) The provisions of sections 573 to 583 shall be applicable. However, mention of the judgment passed against minors shall be made only on extracts of criminal record issued to magistrates and public services.

CHAPTER XIII COSTS ARISING FROM MEASURES FOR THE PROTECTION OF JUVENILES

SECTION 742 (1) The travelling expenses incurred by regular and voluntary probation officers in the course of their assignment shall be refunded in accordance with the general rules and regulations for the reimbursement of expenses incurred in criminal matters.

(2) The fees of counsel assigned by the court of its own motion, shall also be paid as expenses incurred in criminal matters.

SECTION 743 Whenever a minor has been entrusted to the permanent or temporary custody of a person other than his father, mother, guardian or the person to whose custody he had been previously entrusted, or to some institution, the decision shall specify that a portion of the monthly maintenance and travelling expenses be charged to the family. Such expenses shall be recovered as court fees in criminal matters for payment into the Public Treasury.

TITRE XVI DES FRAIS DE JUSTICE

ARTICLE 744 Un texte particulier détermine les frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, et en fixe les tarifs, les modalités de paiement et de recouvrement.

ARTICLE 745 Les frais de justice engagés par le Ministère Public pour la mise en mouvement et l'exercice de l'action publique, l'instruction du procès ainsi que l'exécution des décisions judiciaires sont avancés par le Trésor Public. Ces frais sont supportés par la partie qui succombe, sauf décision motivée de la juridiction.

TITRE XVII DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 746 (1) Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi et notamment:

- a) l'ordonnance du 14 février 1838 portant Code d'Instruction Criminelle;
- b) la loi du 20 mai 1863 sur l'instruction des flagrants délits ;
- c) la loi du 22 juillet 1867 relative à la contrainte par corps ;
- d) le décret du 30 novembre 1928 instituant les juridictions spéciales pour les mineurs ;

PART XVI COURT FEES IN CRIMINAL MATTERS

SECTION 744 A special instrument shall fix court fees in respect of felonies, misdemeanours and simple offences by specifying the amount to be paid, the conditions of payment and recovery.

SECTION 745 Costs incurred by the Legal Department for commencing and carrying out criminal prosecutions and preliminary inquiries as well as the execution of judgments shall be advanced by the Public Treasury. The costs shall be borne by the party who fails except in cases where the court in its reasoned decision rules otherwise.

PART XVII MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

SECTION 746 (1) All previous provisions repugnant to this law are hereby repealed, in particular:

- a) the « ordonnance du 14 février 1838 portant Code d'Instruction Criminelle »;
- (b) the « loi du 20 mai 1863 sur l'instruction des flagrants délits » ;
- (c) the « loi du 22 juillet 1867 relative à la contrainte par corps » ;
- (d) the « décret du 30 novembre 1928 instituant les juridictions spéciales pour les mineurs »;

- e) le décret du 26 février 1931 sur l'instruction préalable;
- f) le décret du 2 septembre 1954 relatif au casier judiciaire;
- g) l'arrêté du 20 août 1955 fixant le taux de consignation d'aliments sur l'exécution de la contrainte par corps;
- h) la loi n°58/203 du 26 décembre 1958 portant adaptation et simplification de la procédure pénale;
- i) la loi n°64/LF/13 du 26 juin 1964 fixant le régime de l'extradition;
- j) le décret N° 66/DF/512 du 15 Octobre 1966 portant codification des règles applicables au Cameroun Oriental en matière de poursuites des contraventions;
- k) les dispositions de la « Criminal Procedure Ordinance (cap.43 of the Laws of Nigeria 1958) »;
- l) les dispositions de l'« Evidence Ordinance (Cap. 62 of the Laws of Nigeria 1958) », en ce qui concerne la procédure pénale ;
- m) la « Children and Young Persons Ordinance (Cap 32 of the Laws of Nigeria 1958) »;
- (e) the « décret du 26 février 1931 sur l'instruction préalable »;
- (f) the « décret du 2 septembre 1954 relatif au casier judiciaire »;
- (g) the « arrêté du 20 août 1955 fixant le taux de consignation d'aliments sur l'exécution de la contrainte par corps »;
- (h) the « loi n° 58/203 du 26 décembre 1958 portant adaptation et simplification de la procédure pénale »;
- (i) the « loi n°64/LF/13 du 26 juin 1964 fixant le régime de l'extradition »;
- (j) The decree No 66/DF/512 of 15 October 1966 to codify the rules in force in East Cameroon concerning the prosecution of offences;
- (k) The provisions of the Criminal Procedure Ordinance (Cap 43 of the Laws of Nigeria 1958);
- (l) The Evidence Ordinance (Cap. 62 of the Laws of Nigeria 1958) as regards criminal trials;
- (m) The Children and Young Persons Ordinance (Cap 32 of the Laws of Nigeria 1958);

- (n) la « Prisons Ordinance, (Cap 159 of the Laws of Nigeria 1958) » :
- (o) les dispositions de la « Southern Cameroons High Court Law 1955 », en ce qui concerne la procédure pénale :
- (p) les dispositions de la « Magistrates' Courts (Southern Cameroons) Law 1955 » :
- (q) l'ordonnance n°72/6 du 26 août 1972 portant organisation de la Cour Suprême, en ce qui concerne les affaires pénales :
- (r) la loi n°90/45 du 19 décembre 1990 portant simplification de la procédure pénale pour certaines infractions :
- (s) la loi n°75/16 du 8 décembre 1975 sur la procédure et le fonctionnement de la Cour Suprême, pour les affaires pénales :
- (t) la « Prevention of Crimes Ordinance (Cap.157 of the Laws of Nigeria. 1958) » :
- (u) les dispositions de la « Federal Supreme Court Ordinance 1960 parts IV, V and VI » en ce qui concerne les affaires pénales :
- (v) les dispositions des « Federal Supreme Court Rules 1961. Order VIII and Order IX » en ce qui concerne les affaires pénales.

- (n) The Prisons Ordinance, (Cap 159 of the Laws of Nigeria 1958);
- (o) The provisions of The Southern Cameroons High Court Law 1955 as regards criminal trials;
- (p) The provisions of The Magistrates' Courts (Southern Cameroons) Law 1955;
- (q) Ordinance n°72/6 of 26th August 1972 to fix the organisation of the Supreme Court, as regards criminal trials;
- (r) Law n°90/45 of 19th December 1990 to simplify criminal procedure in respect of some offences;
- (s) Law n°75/16 of 8th December 1975 fixing the procedure and functioning of the Supreme Court with regard to criminal matters ;
- (t) The Prevention of Crimes Ordinance (Cap.157 of the Laws of Nigeria, 1958);
- (u) The provisions of the Federal Supreme Court Ordinance 1960 parts IV, V and VI as regards criminal trials;
- (v) The provisions of the Federal Supreme Court Rules 1961 Orders VIII and IX as regards Criminal trials.

(2) Toutes références, dans la présente loi, à des dispositions de droit interne abrogées, sont réputées références à celles qui les remplacent.

ARTICLE 747 La présente loi, qui entrera en vigueur le premier jour du treizième mois suivant celui de sa promulgation, sera enregistrée puis publiée au Journal Officiel en français et en anglais./-

YAOUNDE, le 27 Juillet 2005

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

PAUL BIYA

(2) All references made in this law, to the repealed provisions of local law shall be deemed to refer to those which replaced them.

SECTION 747 This law, which shall come into force on the first day of the thirteenth month following that of its promulgation, shall be registered and published in the Official Gazette in English and in French./-

YAOUNDE, 27 July 2005

PAUL BIYA
PRESIDENT OF THE REPUBLIC